

éduquer

tribune laïque n° 149 novembre 2019

Publication de la Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation permanente asbl



DOSSIER

Climat: désobéir pour faire bouger les lignes

actualité

2019-2024: quelles priorités en matière d'enseignement?

pédagogie

Pédagogie Eurêka ou mythe de la bonne méthode

sciences

Sténopé, argentique et numérique: la photographie

Sommaire

Édito	je rêve...	p 3
Focus	Les coups de cœur de la Ligue	p 4
Coup de crayon sur l'actu	Dessin de Émilie Plateau	p 6
Actualité	2019-2024: quelles priorités en matière d'enseignement?	p 7
Chronique de la Ligue	La mer	p 11
Dossier	CLIMAT: DÉSOBÉIR POUR FAIRE BOUGER LES LIGNES	p 12
	Désobéissance civile et lutte environnementale: une longue histoire	p 12
	Le mouvement citoyen pour le climat a fait changer l'agenda politique	p 14
	Extinction Rebellion: agir contre l'agonie du monde	p 17
	Quand la jeunesse désobéit	p 19
	L'école face aux «grèves Climat» des jeunes, une réponse en demi-teinte	p 22
Bonnes pratiques	Des idées pour les enseignant-e-s, réunies sur le site internet OJ.be	p 24
Pédagogie	Pédagogie Eurêka ou mythe de la bonne méthode	p 25
Sciences	Sténopé, argentique et numérique: la photographie	p 28

Couverture

Sophie Le Grelle réalise des illustrations pour la presse et l'édition et occasionnellement pour le théâtre pour enfants. Ses images sont animées (gif) ou fixes. Dans le mariage des couleurs, de formes et d'histoires, Sophie s'inspire de ses voyages à vélo et du monde des enfants.
www.instagram.com/sophielegrelle



éduquer

est édité par



de l'Enseignement et de l'Éducation permanente asbl

Rue de la Fontaine, 2
1000 Bruxelles

Éditeur responsable
Roland Perceval

Direction
Patrick Hullebroeck

Responsable de la revue
Juliette Bossé

Mise en page
Éric Vandenneede
assisté par Juliette Bossé

Réalisation
mmteam sprl

Ont également collaboré
à ce numéro:

Jean-Philippe Schreiber
Patrick Hullebroeck
Marie Versele
Juliette Bossé
Maud Baccichet
Abdel de Bruxelles
Sophie Le Grelle
Martine Vandemeulebroucke
Manon Legrand
Amina Talhaoui
Biesemans Frédérique,
François Chamaroux
relie-f.be
Émilie Plateau
Simon Laffineur

Jean-Philippe Schreiber, professeur ordinaire à l'ULB

Je rêve...

Il y a quelque temps, dans les colonnes de «La Libre Belgique», la théologienne Myriam Tonus, une femme que j'apprécie beaucoup même si je ne partage pas ses convictions, invitait à ce que l'on enseigne l'art du débat, alors que beaucoup d'interventions publiques reflètent plutôt l'affirmation péremptoire des idées, sans trop de souci des opinions de l'interlocuteur. Je partage ce constat, et suggère qu'à l'école publique, l'on remplace enfin l'archaïque cours de religion par un vrai cours de philosophie, de rhétorique et d'argumentation, à destination de tous les élèves. Un cours qui soit un lieu d'apprentissage, par soi et par les autres, de la citoyenneté; un lieu où l'on apprendrait à vivre ensemble, avec ses différences et ses similitudes; un cours où soufflerait le vent de la liberté, du débat, de la pensée critique; un cours où l'on s'initierait à la complexité du monde, et où l'on apprendrait à ne pas avoir peur de cette complexité, en refusant les simplismes; un cours où il faudrait dès lors travailler sur la confiance en soi avant tout. Je rêve ainsi d'un lieu où se travaillerait l'esprit critique, particulièrement dans l'accès à l'information - qu'elle vienne des médias, des sites Internet ou des réseaux sociaux -, et où l'on apprendrait à distinguer les registres de discours; un lieu où l'on pourrait déployer sa pensée propre dans le respect de celle des autres; un lieu où l'on valoriserait la culture, comme vecteur d'épanouissement individuel et d'intégration sociale. Je rêve d'un lieu où le relatif et l'universel seraient mis en débat, et notamment l'universalité des droits; un lieu où l'on apprendrait le cadre juridique du pluralisme démocratique et où l'on apprendrait à assurer sa place dans la société; un lieu où le fait religieux serait abordé de manière transversale, sur une base historico-critique, comme fait social et culturel, par une mise à distance permettant la désacralisation d'un objet de connaissance

trop chargé de sacralité; un lieu aussi où le fait de ne pas croire serait mis sur le même pied que les convictions religieuses. Je rêve d'un cours où se développerait la réflexion philosophique, et ce dès le plus jeune âge, et où l'on apprendrait à utiliser les outils de la réflexion philosophique, à penser par soi-même, ainsi qu'à penser ensemble; un lieu de questionnement philosophique, où la démarche philosophique serait mobilisée comme outil pour penser - conceptualisation, problématisation et argumentation en particulier -; un lieu où se travaillerait la responsabilisation des propos que l'on profère, parce qu'il est essentiel d'être responsable de ce que l'on dit. Je rêve d'un cours où à travers des exercices de rhétorique, l'on apprendrait à développer la flexibilité des points de vue, à reconnaître l'autre et ses opinions, et à gérer le dissensus; un lieu où l'on développerait la capacité des élèves à mettre dans leur bouche des arguments opposés aux leurs, à échanger la gamme des opinions possibles, à argumenter, à différencier fait, opinion, argument... Un lieu où se travaillerait, par l'exercice du débat, l'éthopée, à savoir la capacité à argumenter depuis le point de vue d'autrui; un lieu où l'on s'appuierait sur la sophistique en matière d'échange des arguments, une pratique qui permettrait aux élèves et aux professeurs de vivre par l'expérience la différence entre argument, preuve et opinion, de même qu'elle permettrait de considérer le caractère raisonnable d'un argument qu'on ne partage pas; un lieu où l'on travaillerait sur le désaccord, et les stratégies rhétoriques pour y faire face. Je rêve enfin d'un cours qui soit le lieu où s'exprimeraient et se travailleraient les émotions, où l'on apprendrait à les gérer, tout comme les symboles et les tabous; un lieu où coexisteraient les deux formes d'empathie - l'empathie intellectuelle

et l'empathie affective; un lieu où l'on pourrait considérer les émotions comme des arguments, dont elles ne seraient pas l'opposé, mais le complément, en voyant une légitimité dans les émotions et les sentiments - et dont il faudrait dès lors prendre la mesure, en explorant les émotions de l'argumentation, comme supporter la contradiction, affronter les tentatives d'intimidation, apaiser les tensions...; un cours où donc l'on amenuiserait le conflit entre la perception émotionnelle de la réalité et le langage de l'abstraction qui est celui du savoir dispensé en classe, afin de rétablir la proximité et la capacité à se comprendre. Je rêve d'un cours. Je rêve¹.

1. Chronique publiée le 8 août 2019 sur Facebook par Jean-Philippe Schreiber.

Retrouvez tous nos articles
et l'actualité de la Ligue sur le site

ligue-enseignement.be

la ligue
Je m'abonne à
Éduquer

Vous êtes enseignant-e, direction d'école, parent, ou tout simplement intéressé-e par les questions d'éducation et d'enseignement?

Pour seulement 25 € par an, retrouvez, chaque mois, les informations sur l'actualité de l'enseignement sélectionnées pour vous par la Ligue et des analyses approfondies sur les questions éducatives!

Diviser UNIA

Le nouveau gouvernement flamand (NVA - Open VLD - CDNV) a décidé d'arrêter sa collaboration avec le centre interfédéral chargé de la lutte contre les discriminations.

Créé en 2013, UNIA est l'héritier du Centre pour l'Égalité des Chances et la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, fondé 20 ans auparavant.

Il a pour mission de défendre l'égalité des chances, de promouvoir la participation de tous les citoyens et citoyennes à la vie en société et de lutter contre les discriminations basées sur la nationalité, la couleur de la peau, l'ascendance, l'origine nationale ou ethnique, l'âge, le handicap, l'orientation sexuelle, la religion, les convictions religieuses ou philosophiques, l'état de santé, la fortune, les caractéristiques physiques ou génétiques, l'état civil, les convictions politiques, les convictions syndicales, la naissance et l'origine sociale.

Ses moyens d'action sont multiples: rapports et études, enregistrement de signalements relatifs à des faits de discrimination, de discours ou de délits de haine, campagnes et actions de sensibilisation, soutien d'initiatives publiques ou privées, actions en justice. Juridiquement, UNIA est un organisme interfédéral. Ses missions sont étendues aux compétences communautaires, régionales et fédérales. Le retrait décidé par le gouvernement flamand et sa volonté de recréer un centre exclusivement flamand a donc une portée qui n'est pas seulement pratique et financière, mais aussi politique et philosophique. Politique parce que cette décision préfigure l'attitude qui pourrait être celle de la Flandre dans un système confédéral où tout ce qui pourrait déplaire à la sensibilité nationaliste des gouvernants flamands se verrait immédiatement sanctionné.

Philosophique, car en décidant de créer un organisme purement flamand pour protéger l'égalité de traitement et lutter contre les discriminations, c'est le caractère universel de ces mêmes droits qui s'en trouve attaqué, comme si ces droits pouvaient être flamands avant d'être humains.

L'esprit de particularisme éloigne chaque jour un peu plus la Flandre de l'esprit de liberté.

Patrick Hullebroeck, directeur

Lieu culturel

Le Kinograph

Le Kinograph est un nouveau cinéma éphémère installé aux anciennes casernes d'Ixelles. Inspiré par les cinémas de proximité d'antan ou les "community cinemas" qui se multiplient avec succès dans différentes villes d'Europe, le Kinograph envisage le cinéma d'abord comme un lieu chaleureux pour se retrouver, discuter, boire un verre et découvrir de bons films. Ce cinéma pas comme les autres vous propose jusqu'à la fin 2020 une programmation de qualité qui regroupe tant des grosses productions que des films d'auteurs.

Info: <https://kinograph.brussels>



Le saviez-vous?

Les M&M'S, les fameux petits chocolats qui «fondent dans la bouche, pas dans la main» ont été inventés en 1941 par Forrest Mars, pour permettre aux soldats américains de manger du chocolat sur le front! Inspiré par les soldats espagnols qui durant la guerre civile espagnole avaient l'habitude d'enrober des morceaux de chocolat avec du sucre pour éviter qu'ils ne fondent avec la chaleur, Forrest Mars, décida de confectionner, à son tour, ses fameux chocolats dès 1940. En 1941, les M&M's furent alors envoyés dans des tubes en carton à l'armée américaine, pour le plus grand bonheur de ses soldats. Ajoutons tout de même, qu'en octobre 2016, l'ONG Agir pour l'environnement publiait une enquête autour des ingrédients des M&M's, parmi lesquels figuraient des nanoparticules de dioxyde de titane, potentiellement cancérogènes.

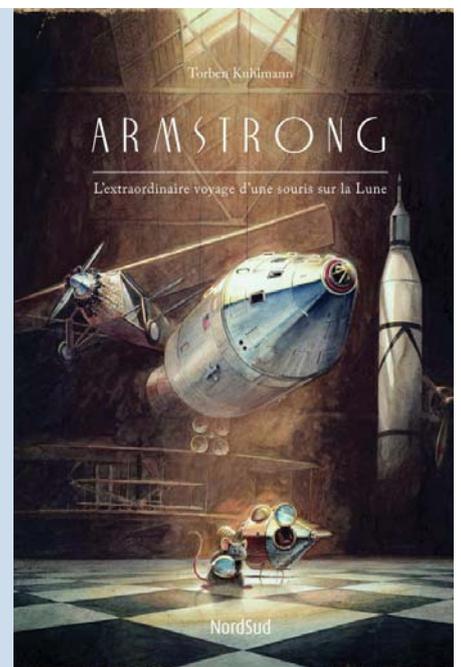


Littérature Jeunesse

Armstrong, l'extraordinaire voyage d'une souris sur la Lune, Torben Kuhlmann

Chaque soir, Armstrong, la petite souris solitaire, observe le ciel étoilé à travers son télescope. Glanant le plus possible d'informations sur son astre préféré, la lune, Armstrong se met à rêver... et si son rêve incroyable d'explorer le ciel, la lune et les planètes était possible? Comment réussir ce voyage, comment voler si haut pour une si petite souris? Muni de sa combinaison protectrice, Armstrong va-t-il réussir son pari fou et se poser sur la lune, tout comme les hommes le feront à leur tour: une quinzaine d'années après lui?

Clin d'œil tendre à Neil Armstrong, ce magnifique album délicatement narré et illustré par Torben Kuhlmann retrace l'histoire de l'aéronautique, de la conquête spatiale jusqu'au premier pas de l'homme sur la lune! Car oui, tout est possible, même pour une petite souris!



Littérature

Mon désir le plus ardent - Pete Fromm

Maddy et Dalton ont tout pour être heureux. Une passion invétérée pour la nature, une vie explosive et surtout, un amour immense l'un pour l'autre. À deux, ils dévorent la vie à pleine dents, entre descentes de rivières en rafting et projets de famille. Une vie à 200 à l'heure, parfaite... jusqu'au jour où la maladie s'imisce dans leur quotidien: la SEP ou, comme Maddy l'appelle, sa «sclérose en putain de plaque».

À la vie, à la mort, Mad et Dalt vont lutter contre la maladie et ses dégâts mais surtout, et avant tout, pour leur amour.

«Mon désir le plus ardent» aborde avec tendresse et réalisme les questions de la maladie et de la mort. Ce magnifique roman montre surtout que l'amour est plus fort que la déchéance.

Au final, et si mon désir le plus ardent était toi, mon amour, pour toujours?



Chiffres

Le shampoing solide serait une solution pour une diminution de la production et l'utilisation du plastique à l'échelle mondiale. En effet, l'ensemble de la population se lave les cheveux: aux États-Unis, 522 millions de bouteilles en plastique sont jetées chaque année. La France compte 174 millions de shampoings vendus par an! Dans cette excoissance de la consommation de plastique, l'option du shampoing solide est une alternative de taille.



Activité jeunesse

Chouette! On lit... à la biblif

BIBLIF, la bibliothèque communale de Forest à Bruxelles, vous invite à des lectures contées par Dominique Bastin. Un moment de douceur pour les bébés de 0 à 3 ans.

L'entrée est gratuite et sans réservation.

Info: <http://biblif.be>



Ressources

Les dessous du plaisir féminin

«Les dessous du plaisir féminin» est le fruit du travail de la Fédération des Centres de Planning familial des FPS (FCPF-FPS). La campagne, composée de fiches pédagogiques, d'une brochure d'information et d'un quiz en ligne appelé le «clito-quiz», permet d'appréhender de manière ludique la thématique du plaisir féminin encore trop méconnu et sujet à tabous.

Tant les fiches pédagogiques que les brochures et les clitoris 3D sont donc désormais disponibles et principalement destinés aux professionnel-le-s du secteur psycho-médico-social. Ces supports sont gratuits (hors frais d'envoi).

Info: www.planningsfps.be



Événement

Fais pas genre!

Dans le cadre du Mois du doc, BahVoyons! asbl s'associe à l'Agence belge du court métrage et au cinéma Palace pour proposer la projection de 6 courts métrages qui abordent les questions du genre.

Le samedi 23 novembre dès 17h au cinéma Palace.

Infos: www.facebook.com/events/404524680471940/



Culture

WIELS

Depuis le 6 septembre 2019, le WIELS, le Centre d'art contemporain à Bruxelles, propose la gratuité de ses expositions aux moins de 18 ans. Une initiative qui permettra un accès et une ouverture plus grande de l'art contemporain aux plus jeunes.

Plus d'infos: www.wiels.org





En Belgique, 41% des enfants vivent dans un logement insalubre, soit bien au-delà des 33% de la moyenne européenne (Rand Corporation).

2019-2024: quelles priorités en matière d'enseignement?

La coalition PS-MR-Ecolo a présenté sa Déclaration de politique communautaire pour les 5 années à venir. Résultats: beaucoup de concessions et des dossiers reportés.

Le 18 septembre dernier en séance plénière du parlement de la FWB, les chef-fe-s de groupe des différents partis, majorité et opposition confondues, se sont exprimé-e-s sur le contenu de l'accord gouvernemental. L'occasion pour nous d'analyser le contenu de la déclaration de politique communautaire 2019-2024 et de mesurer l'impact des mesures prévues par la nouvelle majorité PS-MR-Ecolo. L'opportunité également de donner la parole aux associations de défense de l'enseignement.

Pour la ministre de l'enfance sortante, Alda Greoli (cdH), la nouvelle coalition et son programme manquent de cohérence. «*Nous n'avons pas senti un souffle commun dans cette Déclaration de politique communautaire (DPC). Tout au plus, avons-nous perçu la juxtaposition de priorités des différentes familles politiques qui constituent la majorité: cela ne fait pas un projet de société cohérent*». La cheffe de groupe DéFi Joëlle Maison insiste aussi sur le manque de clarté autour du financement des mesures à venir en matière d'enseignement: «*Votre Déclaration de politique communautaire est velléitaire par certains de ses aspects tant elle ne recèle pas la moindre esquisse de financement des politiques annoncées. Elle est paradoxale lorsqu'elle affirme une chose et son contraire. Comment pourrait-il en être autrement dès lors qu'elle prétend réconcilier des doctrines, des philosophies et des programmes sur certains points totalement opposés?*».

Pour former une majorité avec le MR, les groupes PS et Ecolo ont effectivement dû négocier sur certains dossiers, c'est le cas notamment du fameux décret Inscription que les libéraux souhaitent depuis longtemps voir disparaître.

De son côté, la Plateforme de lutte contre l'échec scolaire a publié son état des lieux de l'en-

seignement¹ dans lequel elle cible la DPC qu'elle juge trop peu ambitieuse au regard du Pacte d'excellence. Pour Jean-Pierre Coenen, Président de la Ligue des Droits de l'Enfant et de la Plateforme, en voulant «*ménager la chèvre et le chou*», la DPC a «*perdu au passage l'accent progressiste qui transparaissait de la note coquelicot*» rédigée par le PS et Ecolo au début de l'été. «*Pour le gouvernement, l'école doit d'abord former des super-travailleurs qui auront pour mission de sauver Bruxelles et la Wallonie*», dénonce Jean-Pierre Coenen.

Décret Inscription abrogé

Pour rappel, le décret Inscription est en vigueur depuis l'année scolaire 2010-2011. Il a pour objectif de réguler les inscriptions en 1^{re} année secondaire selon des critères précis favorisant la mixité sociale et en évitant les multiples inscriptions ainsi que les files devant les écoles. 9 ans plus tard, il continue de diviser. Déjà en février 2018, le gouvernement en place avec Marie-Martine Schyns (cdH) à l'Enseignement, proposait de le réformer sans vraiment savoir comment s'y prendre.

À l'approche des élections du 26 mai 2019, les différents partis se sont prononcés pour ou contre une réforme de ce décret. Du côté du MR, on a toujours été «pour un libre choix de l'école», c'est donc la suppression du décret que l'on réclame depuis toujours. Les socialistes, eux, souhaitent simplifier le décret. Les écologistes, pour leur part, ont toujours regretté la complexité du système mis en place et ses conséquences donnant lieu «à des catastrophes humaines²». Avec l'accord de gouvernement PS-Ecolo-MR 2019-2024, c'est finalement l'abrogation des dispositions actuelles qui est prévue avec une réforme attendue pour la rentrée 2021.



Coup de crayon sur l'actu

Émilie Plateau est autrice de bande dessinée et illustratrice pour la presse et l'édition jeunesse.

Sa dernière bande dessinée «Noire la vie méconnue de Claudette Colvin» (éd. Dargaud) est sortie en janvier dernier.

www.commeunplateau.com





La députée Françoise Schepmans (MR) se satisfait de cette abrogation enfin obtenue et met en avant la libération que cela devrait constituer pour les parents. *«Le MR la réclamait depuis longtemps et demandait que l'on tienne compte des centaines de familles angoissées. Nous allons rendre une véritable liberté aux parents en leur permettant de baser leur choix d'établissement sur le projet pédagogique qui y est développé. L'instauration d'une nouvelle procédure, associée à la réhabilitation des écoles moins favorisées, devrait permettre de voir se développer une véritable mixité sociale à laquelle nous tenons tous. Qu'on ne s'y trompe pas: on ne parviendra pas à cette mixité sociale à coups de décrets, mais bien grâce à un travail de fond destiné à renforcer la qualité des écoles dans nos quartiers, notamment ceux où se concentrent les difficultés socioéconomiques».*

Très active en matière de lutte contre les inégalités scolaires, l'Aped, Appel pour une école démocratique, fait le constat inquiétant que *«la déclaration de politique communautaire de la nouvelle majorité PS-MR-Ecolo, loin de corriger le Pacte, nous entraîne toujours plus dans la mauvaise direction (...) Loin de s'attaquer au marché scolaire, on abroge la seule disposition régulatrice existante, le décret inscriptions, et on renforce le «libre choix» sous prétexte d'adhésion à un «projet pédagogique»³.*

Un tronc commun modalisé

Pour rappel, le projet initial du Pacte pour un Enseignement d'excellence prévoyait un allongement du tronc commun jusqu'à la

3^e année secondaire, avec à la clé, l'obtention d'un Certificat du tronc commun (CTC). L'objectif de ce tronc commun polytechnique allongé était bien d'améliorer le niveau de toutes et tous, de renforcer les savoirs de base et d'assurer un niveau de connaissances plus élevé pour tous les élèves. Le fait est que depuis toujours le MR est opposé à l'allongement du tronc commun de la 2^e à la 3^e secondaire.

En s'alliant au MR, la nouvelle majorité en place a fait le choix d'un «tronc commun modalisé» pour la troisième secondaire. En d'autres termes, le choix est de réintroduire la possibilité pour les écoles secondaires organisant des filières qualifiantes de pouvoir commencer à y préparer leurs élèves dès la 3^e année. La cheffe de groupe DÉFI insistera beaucoup en séance plénière sur les conséquences de ce choix d'une 3^e orientante. *«Comment concilier la volonté d'allonger le parcours commun des élèves en permettant à certains d'entre eux, ayant atteint l'âge de 15 ans, de désertir ce chemin de façon prématurée? Votre annonce d'un tronc commun modalisé visant à permettre aux écoles qui le souhaitent d'assumer une série d'activités orientantes» en troisième année du secondaire nous laisse perplexes. N'avait-on pas évoqué une orientation positive tout au long du tronc commun? Qu'en est-il, dans ce cas, des «activités orientantes» en amont de cette troisième année du secondaire?».*

L'Appel pour une école démocratique enrage: *«Contrairement à ce que prévoyait initialement le Pacte, on ira donc vers un renforcement de la division entre les filières et une*

vision utilitariste de celles-ci», estime Michèle Janss, membre de l'Aped. «Avant 15 ans, ce n'est pas le temps du choix d'une orientation professionnelle, c'est le temps de mettre en place des bases solides...». L'Aped avance des chiffres: «parmi les 13.349 élèves orientés en 3^e professionnelle en 2014, 48% avaient quitté l'école sans aucun diplôme trois ans plus tard, 25% étaient arrivés en sixième et 6% en alternance». Le ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Pierre-Yves Jeholet (MR.) a tenu à rassurer l'auditoire sur sa volonté d'abaisser l'âge moyen de l'accès à l'enseignement en alternance en précisant que les activités orientantes seraient stimulées plutôt que contraintes.

Pour la Plateforme de lutte contre l'échec scolaire, cette mesure consiste plutôt en une «relégation des élèves en difficulté, peu compatible avec la promesse de faire de l'alternance un parcours d'excellence». Joseph Thonon, le président de la CGSP Enseignement souligne que «La vraie solution contre le décrochage scolaire, c'est un tronc commun polytechnique. Même les entreprises plaident en sa faveur, parce qu'elles se rendent compte de la difficulté de trouver des apprentis avec les compétences et connaissances de base suffisantes». À Bruxelles, les chiffres de l'alternance confirment les inquiétudes de la plateforme: en 2018, seuls 63% des élèves en alternance sont allés au bout de leur année (sans forcément la réussir) et 30% d'entre eux n'avaient pas trouvé d'employeur en raison d'une formation de base jugée insuffisante par les patrons d'entreprise⁴.

Formation initiale reportée

Le 22 janvier 2019, la commission Enseignement supérieur de la Fédération Wallonie-Bruxelles approuvait la réforme de la Formation initiale des enseignant-e-s. Ce décret, prévoyant d'allonger d'un an le cursus des futur-e-s instituteurs/trices (primaires et secondaires) et des futur-e-s régent-e-s (premières années du secondaire), va prendre du retard notamment pour des raisons financières. Le ministre-président Pierre-Yves Jeholet explique le choix de son gouvernement lors de la séance plénière: «postposer la réforme de la FIE d'un an permettra d'examiner la capacité opérationnelle de sa mise en œuvre, de l'adapter le cas échéant, mais aussi de préciser son coût et son intégration dans la trajectoire budgétaire de notre Fédération Wallonie-Bruxelles». Un collectif de 260 acteurs et actrices de terrain, travaillant autour de la Formation ini-

tiale des enseignant-e-s⁵, s'est rapidement étonné dans une carte blanche publiée dans le journal Le Soir que «ne soient soulevées, qu'aujourd'hui seulement, des questions aussi fondamentales que celles de la 'capacité opérationnelle de la mise en œuvre de la réforme' et de 'son coût d'organisation et son intégration dans la trajectoire budgétaire'»?

Du côté de la cheffe de groupe DéFi, on relaie cette inquiétude: «L'enseignement en Communauté française est confronté à une pénurie sans précédent. Plus de la moitié des jeunes enseignants déserte la profession dans les cinq premières années. Des milliers d'élèves n'ont plus cours alors que le droit à l'enseignement constitue un droit fondamental». Joëlle Maison en a profité pour rappeler que le groupe DéFi avait proposé de «pratiquer la dernière année de formation en alternance, ce qui atténuerait les effets de la pénurie liée à l'allongement de la FIE, et rendrait la FIE moins coûteuse et la formation plus concrète pour les étudiants enseignants».

1. Enseignement: le programme du gouvernement inquiète plusieurs associations, par Clara Van Reeth, Le Soir du 27/09/2019.
2. Réviser ou supprimer le décret inscription? La position des partis pour les élections 2019, Le Soir 8/4/2019.
3. Communiqué de l'Aped du 12 septembre 2019.
4. Enseignement: le programme du gouvernement inquiète plusieurs associations, par Clara Van Reeth, Le Soir du 27/09/2019.
5. Réforme de la formation initiale des enseignants: de la méprise au mépris? 13/10/2019 dans Le Soir.

«Loin de s'attaquer au marché scolaire, on abroge la seule disposition régulatrice existante, le décret inscriptions, et on renforce le «libre choix» sous prétexte d'adhésion à un «projet pédagogique».»



Illustration: Abdel de Bruxelles

Congé coparental allongé?

Au début du mois d'octobre, une proposition de loi de Ecolo et Groen a été déposée en commission des affaires sociales de la Chambre. Les Verts proposent d'allonger le congé de naissance des pères et autres coparent·e·s à 25 jours obligatoires. Actuellement, les pères n'ont droit qu'à 10 jours de congé, non obligatoires. «*Cette situation ne correspond plus à notre époque*», souligne Gilles Vanden Burre, député fédéral Ecolo, dans les colonnes du journal *Le Soir*¹. Il cite par ailleurs l'étude récente de la Ligue des familles qui montre que six pères sur dix estiment qu'une présence plus importante du papa à la maison contribue au bonheur des enfants. Le parlementaire ajoute également que «*selon une étude de l'OCDE, le congé de paternité a un effet à long terme sur l'implication des pères dans l'éducation de leurs enfants et ces enfants ont des compétences cognitives et émotionnelles plus élevées*». La mesure promet donc un impact positif sur l'égalité femmes-hommes indique encore *Le Soir*: «*À la maison, d'abord, où la charge de travail liée à l'arrivée du bébé serait mieux répartie dès lors que le coparent dispose d'un congé plus long. Dans la sphère professionnelle également, où la maternité a nourri en partie les discriminations salariales et le plafond de verre sur lesquels reposent notamment les inégalités de genre*».

Violences sexuelles sur les enfants: nouveaux chiffres



Une enquête Ipsos réalisée pour l'association Mémoire Traumatique et victimologie révèle que 47% des victimes ont moins de dix ans au moment des premières violences. 83% sont des femmes et 17% des hommes. Dans 44% des cas, il s'agit d'un inceste, les faits ayant été commis par un membre de la famille proche ou élargie. Toujours dans ces 47% de victimes âgées de moins de dix ans, 22% déclarent avoir subi des viols dans l'enfance, 89% des attouchements et 12% du harcèlement sexuel.

Cantine: gratuité étendue

La Déclaration de Politique Communautaire 2019 souhaite intensifier ses efforts en matière de gratuité de l'enseignement. La prise en charge des frais scolaires, déjà appliquée en maternelle, sera élargie aux autres niveaux, avec la généralisation du potage gratuit, l'extension des repas chauds gratuits et la prise en charge d'une heure de garderie. Les temps de midi sont, en revanche, toujours considérés comme étant hors du temps scolaires et donc payants.

Syrie: rapatrier les enfants et les mères

La Ministre de l'Enfance, en charge des droits de l'enfant, Bénédicte Linard, a appelé au rapatriement immédiat des enfants belges et de leurs mères présents dans le nord-est de la Syrie. Selon l'Ocam, l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace, 69 enfants qui ont un lien avec la Belgique, se trouvent dans les camps de la région où s'affrontent l'armée turque et les forces kurdes. La ministre s'est exprimée via un communiqué de presse: «*On ne joue pas avec la vie d'un enfant. La Belgique, comme les autres pays européens, a la responsabilité de mettre ces enfants à l'abri du conflit et de ses conséquences dramatiques sur le plan humanitaire. Nous devons pouvoir leur offrir toute la protection nécessaire et prendre toutes les initiatives pour procéder à leur évacuation*.» La ministre est également favorable, comme le Délégué général aux droits de l'enfant, et dans l'intérêt supérieur de l'enfant, au rapatriement des mères afin d'éviter des traumatismes ultérieurs pour ces enfants dont la plupart ont moins de 5 ans. «*Celles-ci devront, bien entendu, répondre de leurs actes devant la justice belge. Si cette opération est menée à bien, les services de l'Enfance apporteront leur soutien aux services de l'Aide à la jeunesse de la Fédération Wallonie-Bruxelles qui ont d'ores et déjà manifesté leur disponibilité à accueillir les enfants rapatriés*».



Un enseignement francophone coûteux et peu performant

Jean-Paul Lambert, ancien recteur de l'Université Saint-Louis et expert des systèmes d'enseignement, a comparé les caractéristiques structurelles des systèmes éducatifs de 28 pays de l'OCDE (dont 24 européens parmi lesquels le système belge francophone et le belge néerlandophone). Pour chaque modèle, il a appliqué des indicateurs de performances mesurant à la fois l'efficacité (la capacité d'amener chacun à son meilleur potentiel) et l'équité des différents modèles (capacité à offrir à chaque élève, quel que soit le statut socio-économique et culturel de sa famille, des chances égales de réussite). Selon le chercheur, «*Le système éducatif belge francophone (qui fait partie du modèle continental regroupant les Pays-Bas, la FWB, la Communauté flamande, la France, l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse, la République Tchèque, la Slovaquie, la Hongrie et la Slovénie) est à la fois très peu performant... tout en étant très coûteux*».

Quelques problèmes précis sont mis à jour:

- un taux de retard de 46% à 15 ans alors que la moyenne dans ce modèle est à 25%; la «*Communauté française peut être qualifiée de 'championne hors catégorie de l'OCDE' en matière de redoublement*»;
- un «*niveau moyen des élèves très faible et, par voie de conséquence, une part d'élèves faibles très élevée et une part d'élèves forts très réduite*»;
- pour ce qui est de l'indicateur d'équité, la FWB affiche la deuxième performance la plus mauvaise (juste après la France) parmi tous les pays riches examinés dans cette étude².

1. Des partis veulent allonger le congé de paternité, Pascal Lorent dans *Le Soir* du 11 octobre 2019.

2. Rapport qualité-prix de l'enseignement obligatoire: la Fédération Wallonie-Bruxelles en queue de peloton, Eric Burgraff pour *Le Soir*, 2/10/2019.

Dernière chronique (inter)culturelle avant la prochaine

La mer



Dans le cadre de ses missions de Cohésion sociale, l'équipe du secteur Interculturel de la Ligue donne des cours de français à des adultes dans 6 communes bruxelloises. Ces cours sont un lieu d'apprentissage mais aussi et surtout un lieu de rencontres. L'équipe partagera donc régulièrement des petites tranches de vie glanées au fur et à mesure de ces rencontres... Avec légèreté, une pointe de second degré et d'humour et une grande dose d'humanité!

Illustration: Pauline Laurent

Geoffroy de Lagasnerie commentait récemment un reportage sur les premiers congés payés en France, lors d'une interview sur Canal+ : «Moi je pense que la gauche c'est ça, c'est emmener les gens à la mer, c'est créer des jours heureux».

Et bien sachez qu'un jour, avec les collègues, on a été de gauche. Et même toute une journée.

C'était pas la semaine à Biarritz mais nos apprenant-e-s n'ayant jamais vu la côte belge et la météo favorisant le projet, nous partîmes un beau matin vers Ostende. De là à dire qu'on créait «des jours heureux»... On devait être rentrés pour 18h00!

L'organisation, comme pour la plupart de nos excursions, restait plutôt approximative:

jusqu'au quai de la gare, on ne savait pas exactement combien nous serions à partir, ni ce que nous ferions sur place... «Parait que l'aquarium c'est bien». Mais ce fut un succès, nous fûmes 55 à prendre place dans le train, occupant complètement deux voitures.

Le chaos se fluidifia sur place: les un-e-s entamèrent un pique-nique qui dura la journée, les autres jouèrent dans le sable, parfois même en maillot de bain. Le vent était doux, l'ambiance détendue.

Pour ma part, j'accompagnais un groupe d'apprenantes (rappelez-vous, à l'époque, je n'avais que des femmes) à l'aquarium d'Ostende. Moyennant une somme relativement dérisoire à l'entrée, nous pûmes décou-

vrir la plus monstrueuse faune du pays. Un employé dévoué nous commentait dans un français approximatif les modes de vie de ces animaux, que mes apprenantes voyaient rapidement intégrés à un tajine de saison. Le Cténolabre rupestre de la famille des Labridae, quant à lui, serait parfait en petite friture. Notre guide nous rappela que certaines espèces étaient désormais protégées, ce à quoi elles rétorquèrent qu'il n'y avait pas d'inquiétude à avoir, tout est commandable chez F***Fish, poissonnerie de quartier et lieu de tous les possibles!

Une dernière glace et le trajet du retour fut surtout celui de la sieste des plus jeunes. On en parle encore aujourd'hui, ce fut réellement un jour heureux.

Désobéissance civile et lutte environnementale: une longue histoire

La désobéissance civile et l'action directe non-violente dans la lutte pour la protection de l'environnement ne sont pas nées avec *Extinction Rebellion*.

Si l'on refait l'histoire de la désobéissance civile, on ne peut pas passer à côté de Greenpeace. En septembre 1971, 14 militant·e·s pacifistes et écologistes issus du Canada et des États-Unis embarquent à bord d'un chalutier pour empêcher des essais nucléaires prévus au large de l'Alaska. Et il y arrivent. Cette action signe la naissance de l'ONG Greenpeace - écologistes et pacifiste - qui depuis a multiplié les actions de désobéissance civile en vue de lutter contre les OGM, la surpêche, ou le nucléaire.

Retour en Belgique. En mars dernier a eu lieu à Bruxelles une grande action de désobéissance civile. ONG, jeunes activistes du climat et mouvements citoyens prenaient leurs quartiers Rue de la Loi pour exiger une loi spéciale sur le climat. L'action Occupy For Climate a duré plusieurs jours. Si l'on remonte encore un peu dans le temps, on croise la route d'EZLN, l'ensemble zoologique de libération de la nature, né dans le cadre des Climate Games, plateforme qui rassemble des actions non-violentes et de désobéissance civile menées dans le monde entier en marge de la COP21 en 2015.

Cette brigade animale qui compte pour seules armes des branchages a envahi un concessionnaire Volkswagen ou encore une agence Fortis, pour dénoncer la place et l'influence énorme des multinationales et des lobbys. Ce groupe a ensuite mené plusieurs actions contre le TTIP (partenariat transatlantique de commerce et d'investissement). En juillet dernier, L'EZLN, a fait une visite-surprise à la Tour des Finances pour exiger la fin des voitures de société. La brigade animale recouvre les lieux de feuilles ou de paille, exécute un haka et crie son slogan «*Nous ne nous battons pas contre la nature, nous sommes la nature qui se défend*», avant de prendre la fuite.

«*Le masque ou le déguisement est le signe qu'on a dû faire les rigolos pour être pris au sérieux. On veut que les gens trouvent notre action drôle en vue de les*

sensibiliser à notre message politique», expliquait le sous-commandant Pingouin dans les pages d'Alter Echos en 2016¹.

Leur démarche n'est pas sans rappeler celles des *artistes*, artistes et activistes qui réinventent des formes de protestation, avec humour et créativité. Parmi ceux-ci, on compte des brigades de clowns dans le monde entier. John Jordan en est une figure de proue. Il a cofondé *L'Armée clandestine de clowns rebelles insurgés (Clandestine Insurgent Rebel Clown Army)* en 2004. «*CIRCA vise à rendre l'art de la pitrerie à nouveau dangereux, à le ramener dans la rue, à se réapproprier son pouvoir de désobéissance et à lui rendre la fonction sociale qui fut la sienne: sa capacité à perturber, critiquer et guérir la société*», témoignait-il dans la revue *Vacarme* en 2015².

C'est lui aussi qui est à l'origine de *Reclaim The Street*, mouvement de réappropriation des espaces publics né en Angleterre en 1994. Ce mouvement, doté d'une redoutable imagination, a multiplié les actions surprise, de la transformation d'une rue en grand carnaval improvisé à l'occupation d'auto-routes pour y planter des arbres.

Selon la Convention citoyenne pour le Climat, «*il faudrait que sur la période 2020 - 2030, les engagements pris par les états soient trois fois plus ambitieux, pour avoir une chance que le réchauffement à long terme soit inférieur à 2°C (et il faudrait pour cela que ces engagements soient multipliés par 5 pour 1,5°C)*».

Ainsi, face à l'inaction des politiques, on assiste depuis fin 2018 à une recrudescence d'actions de désobéissance civile regroupant des citoyens et citoyennes qui tentent de faire bouger les lignes... aperçu!

1. www.alterechos.be/

ezln-on-a-du-faire-les-rigolos-pour-etre-pris-au-serieux.

2. Publiée dans *Vacarme* 31, printemps 2005, pp. 34-37. En ligne: <https://vacarme.org/article1265.html>.

On veut des politiques
qui surveillent la
nature sinon elle va
mourir !

LÉO

Billie 4 ans



Martine Vandemeulebroucke, journaliste

Le mouvement citoyen pour le climat a fait changer l'agenda politique

Le monde politique est-il aveugle face à l'urgence climatique? Christophe Schoune a été secrétaire général d'Inter-Environnement Wallonie pendant dix ans. Il a pu constater l'absence de réaction voire même le «dénî» des acteurs et actrices politiques face aux atteintes à l'environnement. La mobilisation citoyenne a fait bouger les lignes mais pas encore assez.

Éduquer: Urgence climatique. La jeune activiste Greta Thunberg n'est plus seule à utiliser ce terme pour tenter de secouer les décideur·euse·s politiques face aux conséquences du réchauffement climatique. Au début du mois d'octobre, un millier de médecins belges ont rédigé une lettre ouverte qui dénonce les graves atteintes à la santé que provoque la hausse des températures dans nos régions: choc thermique avec plus de sept cents décès «imprévus» au cours de cet été, apparition de maladies tropicales. On est dans une phase d'urgence sanitaire disent ces médecins qui dénoncent l'absence de réaction politique face à un problème annoncé mais sous-estimé...

Christophe Schoune: Ces médecins ont raison. Sur le site climat.be, qui est un site fédéral d'information sur le changement climatique, on évalue les actions que doit mener notre pays dans le cadre du plan 2017-2020. Pour la santé, on est dans le rouge. Tout ce qui aurait dû être mis en œuvre ne l'a pas été. Lors des premières canicules en 2003, le climatologue Jean-Pascal Van Ypersele avait déjà tiré la sonnette d'alarme. Je constate qu'aujourd'hui toute une série d'acteurs, en dehors des ONG, commencent à se préoccuper des changements climatiques et à s'exprimer à ce sujet. Les pouvoirs publics devraient prendre la responsabilité d'organiser et de piloter un pro-

cessus à la «Grenelle» qui inclue toutes les parties de la société qui ont un rôle à jouer. Je pense au monde de la culture, de l'enseignement, de la santé. Les enjeux climatiques exigent de la transversalité.

Éduquer: Vous avez été à la tête d'Inter-Environnement Wallonie (IEW) jusqu'au début de cette année 2019. Quel bilan tirez-vous? Qu'est-ce qui vous a interpellé le plus pendant ces dix années?

C.S.: Ce qui m'a le plus inquiété, c'est de constater que le niveau d'alerte émis par les scientifiques était maximal non pas depuis dix mais bien depuis 30, 40 ans, que les signaux se sont répétés, ont été confirmés par les rapports du GIEC et que les réponses n'ont jamais été à la hauteur des enjeux. On était même dans une forme de déni politique.

Éduquer: Un exemple?

C.S.: La question du territoire. Cela fait des années qu'IEW alerte sur la nécessité de mettre un frein à l'artificialisation des sols par la construction de routes ou de zonings. On se heurtait chaque fois à des fins de non-recevoir, au nom de la croissance économique et de la supposée plus grande facilité de mobilité quand on construit des «chaî-



nons manquants» autoroutiers. Il a fallu attendre fin 2018 pour que les premières décisions positives soient prises mais avec une perspective de concrétisation très éloignée. Un exemple concret, c'est le contournement de Liège, un dossier pour lequel IEW s'est battu parce qu'il crée des effets pervers sur le plan de l'habitabilité des centres ville en favorisant l'exode urbain et en augmentant les problèmes de mobilité. Nos arguments étaient totalement inaudibles jusqu'au moment où le gouvernement wallon actuel a décidé que ce projet ne se réalisera pas. Sur la question des aéroports en Wallonie, nos objections n'ont jamais été écoutées non plus.

Éduquer: Peut-on dire qu'on assiste aujourd'hui à un tournant tant sur le plan de la mobilisation citoyenne que de la prise de conscience des acteurs et actrices politiques?

C.S.: Au niveau de la mobilisation citoyenne, c'est évident. Au cours de mes dix années passées à Inter-Environnement Wallonie, je constate que pendant neuf ans, on a manifesté pour le climat en étant à deux ou trois mille personnes, parfois cinq mais globalement, on restait «entre nous». Il y a eu ce basculement fin 2018, début 2019 avec des manifestations de plus de 50 mille personnes. C'est devenu un mouvement social et cela a fait en sorte de changer l'agenda politique pendant la campagne électorale. Six mois ou un an auparavant, la question

du changement climatique, les questions environnementales en général étaient dans les limbes.

Éduquer: Cela s'est-il traduit concrètement dans les programmes de gouvernement régionaux, les DPR (déclarations de politique régionale)?

C.S.: Oui, dans deux DPR sur trois. Les intentions sont très fortes à Bruxelles, un peu moins en Wallonie. Pas en Flandre. C'est en tout cas une première victoire de la société civile, importante pour moi car elle replace l'enjeu de la transition écologique au cœur des DPR et de l'action politique.

Éduquer: Pourrait-on revenir en arrière?

C.S.: Il pourrait y avoir des inflexions dans les actions des gouvernements dans un sens comme dans l'autre, en fonction des mouvements sociaux mais je pense que le mouvement social pour le climat ne va pas s'arrêter. D'ailleurs, on sent la tentation chez certains de radicaliser leur action. On le voit avec l'apparition d'Extinction Rebellion (qui a organisé l'occupation de la Place Royale à Bruxelles le 12 octobre NDLR). Les grandes ONG environnementales comme Greenpeace, WWF, IEW même la Coalition Climat se sont fait dépasser par ces mouvements plus spontanés. Cela montre que d'autres reprennent le flambeau qui était porté par la société civile organisée.

Quelques chiffres

Dans son rapport de 2018, les constats du GIEC sont les suivants:

- le climat mondial s'est déjà réchauffé d'un degré environ en moyenne par rapport à l'ère préindustrielle;
- il est encore possible de limiter cette hausse à 1,5°C et de limiter les dégâts pour les humains et leur environnement. Mais cela nécessite des transformations radicales dans tous les secteurs de la société et dans le monde entier;
- chaque demi-degré compte. Les impacts attendus du réchauffement sont multiples: recrudescence et intensification des événements climatiques extrêmes, hausse du niveau des mers, fonte des glaces, raréfaction des ressources en eau, diminution de la production agricole, accentuation des menaces sur la biodiversité terrestre et marine, atteintes à la santé, pertes économiques, accroissement de la pauvreté. Mais ses impacts seront bien plus importants et coûteux si la température moyenne augmente de 2°C;
- la rapidité avec laquelle les politiques publiques doivent être mises en œuvre est essentielle pour atteindre cet objectif si on ne veut pas imposer aux générations futures la mise en œuvre de techniques d'extraction du CO₂ atmosphérique coûteuses, risquées et potentiellement dangereuses;
- respecter l'objectif de 1,5 °C sera moins coûteux à long terme qu'une augmentation de 2 °C;
- au rythme actuel, le réchauffement climatique pourrait atteindre 1,5 °C dès 2040 (entre 2030 et 2052).



«La Belgique qui était à l'avant-plan du combat climatique il y a une vingtaine d'années est désormais montrée du doigt.»

Éduquer: L'émergence de ces mouvements montre sans doute aussi une certaine impatience face à la lenteur de la réponse politique...

C.S.: La tentation de passer à des modes opératoires plus durs, voire violents, est un risque marginal, certes, mais c'est un risque face ce qui apparaît comme une absence de réaction de la part du politique. Je pense qu'il faut avancer de manière démocratique et pacifique et que les modes opératoires plus durs doivent être du registre de la désobéissance civile. Ce que fait Extinction Rebellion n'est pas nouveau. Il y a une quinzaine d'années, des militants allaient saccager les champs OGM mais c'est la ligne rouge évidemment...

Éduquer: Faut-il que les gouvernements soient plus «directifs» et prennent, en matière de climat, des décisions plus contraignantes et peu populaires?

C.S.: Une partie de ce mouvement réclame des mesures beaucoup plus radicales qui portent sur la fiscalité ou certaines interdictions. Elles ne se retrouvent pas dans les DPR or elles seraient sans doute nécessaires face à l'urgence environnementale. Peut-on encore accepter de laisser rouler des véhicules très polluants comme les SUV¹? Si on juge à l'aune de l'urgence environnementale, la réponse est non. Mais on voit bien, notamment dans la DPR wallonne, que la fiscalité reste un tabou.

Éduquer: Vous êtes déçu par le programme wallon?

C.S.: Il y a de bonnes choses dans la DPR. Les objectifs pour 2030 en matière de développement durable ont été revus à la hausse, ils s'alignent sur les objectifs européens et sont ambitieux. Certains disent qu'il aurait fallu aller plus loin, atteindre les 80% de diminution des gaz à effet de serre au lieu de 55%, de manière à arriver à la neutralité carbone pour 2050. Mais 55%, c'est déjà un effort considérable, qui sera très difficile à réaliser. Rien que sur le plan de la mobilité, cela signifie qu'il faut diminuer de 60% les émissions du transport routier. Deux bémols: le premier, c'est que les moyens financiers sont limités. Le second, plus important, a trait à l'économie. On évoque les emplois verts, l'économie circulaire mais on voit bien que ce n'est pas «porté», assumé par le ministre compétent. L'économie est pourtant au cœur de la transition écologique, c'est le modèle productiviste qu'il faut faire évoluer.

Éduquer: La mobilisation citoyenne en faveur du climat a trouvé peu d'écho dans les partis flamands. Et cela posera un problème au niveau du gouvernement fédéral. Quid de la position de la Belgique au niveau international?

C.S.: C'est très préoccupant en effet. C'est le ministre fédéral qui doit défendre les positions des Régions et du gouvernement fédéral auprès de l'Union européenne et lors des COP sur le climat. Cela augure de fortes tensions au niveau des Régions pour arriver à une position de consensus. Actuellement, il y a trois Etats qui sont réfractaires aux objectifs de la nouvelle «feuille de route» fixée par l'Union européenne en matière de gaz à effets de serre (diminuer de 40% par rapport aux années 90 NDLR). Et la Belgique en fait partie avec la Pologne et la Hongrie. La Belgique qui était à l'avant-plan du combat climatique il y a une vingtaine d'années est désormais montrée du doigt. Si on ne parvient pas à avoir un plan national pour le climat, je crains que tous les lobbys économiques qui ne veulent pas avancer, ne trouvent des arguments pour ne rien faire. Et ce serait désastreux.

1. Un SUV (abréviation de l'anglais *sport utility vehicle*) est un véhicule bicorps, pouvant posséder des capacités tout-terrain ou de remorquage. Ils émettent davantage de gaz à effet de serre que les automobiles lorsqu'ils sont propulsés par un moteur thermique ou hybride.

Extinction Rebellion: agir contre l'agonie du monde

En à peine un an d'existence, le mouvement Extinction Rebellion prend une ampleur considérable et multiplie les actions aux quatre coins du monde pour alerter sur la destruction du vivant. Rencontre avec deux membres d'XR Louvain-la-Neuve.

XR, c'est un logo - un sablier entouré d'un cercle, noir sur fond vert - qu'on voit s'afficher partout, des ponts de Londres aux pavés de Paris en passant par les murs de Bruxelles. C'est le signe de ralliement d'Extinction Rebellion, un mouvement de désobéissance civile non violente, lancé fin octobre 2018 au Royaume-Uni qui séduit de nombreuses personnes de par le monde. Extinction Rebellion revendique plus de 100 000 militant·e·s réparti·e·s dans 70 pays, ils/elles seraient 2500 en Belgique.

Leur credo? Le temps est aujourd'hui compté pour de nombreuses espèces vivantes.

Coclès, militant écologiste de longue date a rejoint la section LLN d'Extinction Rebellion, lancée voilà un mois et forte déjà d'une soixantaine de personnes. «J'ai essayé beaucoup de chose mais à ce stade-ci, il est évident qu'il faut passer à des actions non-violentes pacifiques pour exiger l'urgence climatique et écologique. C'est fini les vaguelettes, il n'y a plus de temps à perdre», explique-t-il. À ses côtés, Newsilencio confie: «J'ai rejoint le groupe pour 'canaliser ma colère': Après la sortie du rapport du GIEC en décembre dernier, je suis rentré dans un état de colère. J'ai même pensé aux mouvements violents alors que je suis pacifique. XR venait tout juste de débarquer, j'ai rejoint le mouvement».

Extinction Rebellion exige du gouvernement belge qu'il «déclare l'urgence climatique et écologique, et reconnaisse la nécessité d'une transformation rapide de notre système économique» et «lance un plan d'urgence national complet et juridiquement contraignant, qui élimine l'importation et l'extraction de combustibles fossiles d'ici 2025, tout en privilégiant la restauration de la biodiversité et la préservation de notre environnement nature».

XR entend aussi créer des assemblées citoyennes pour «assurer une transition maîtrisée vers une société post-croissance équitable». «On ne veut pas faire tomber le gouvernement mais le faire agir dans le bon sens», précise Newsilencio. «La démocratie représentative est à bout de souffle, c'est pourquoi on prône un régime de démocra-



tie représentative», ajoute son camarade. Les groupes d'Extinction Rebellion s'organisent d'ailleurs de façon horizontale, avec une coordination tournante.

La non-violence au cœur de XR

La méthode de protestation choisie par ces nouveaux rebelles du climat est la désobéissance civile. Mettre le désordre oui, mais pacifiquement. Laisser éclater sa rage, mais en restant animé par l'amour.

«On veut agir par la paix sans être naïf», explique Coclès. «Nous menons un combat temporel et spirituel», ajoute-t-il. Une pensée qui, comme le soulignait la rédaction de France Inter¹, se rapproche de Joanna Macy, universitaire américaine pionnière de l'éco-psychologie. Pour cette adepte de l'éco-psychologie, il faut transformer le désespoir en action constructive et collective. Pour elle, «il n'y a pas d'ennemis, pas de

gentils contre les méchants parce que nous sommes tous concernés par la catastrophe climatique. Les solutions ne peuvent se trouver que tous ensemble».

«Nous n'avons pas d'ennemis», «nous ne sommes pas dans le 'contre'». Ces mots reviennent souvent dans la bouche des membres de XR. Et la police ne fait pas exception à leurs élans d'amour.

Durant la semaine d'actions à Londres, un militant du nom de XRUK, en blocage sur Trafalgar Square s'adressait à la police. «À celui qui avait une barbe dans la barricade de l'autre côté du Pont de la Foi, qui me souriait avec un sourire chaud et fripouille, quand personne ne regardait. (...) Il y aura des moments de violence et d'obscurité. Nous avons tous en nous des parties qui utilisent la violence comme moyen de défense, y compris eux. En ce moment même, alors que j'écris dans le noir à 5h30 du matin, le bruit des hélicoptères de police au-dessus de moi, j'admets reconnaître qu'ils sont prisonniers des rôles que notre état leur a donnés. Leurs enfants dépendent d'eux, alors ils doivent se conformer à la règle et garder leur emploi. Leurs enfants dépendent aussi de changements radicaux dans notre mode de vie. Nous aimons la police, et nous le faisons pour leurs enfants».

Un texte partagé par XR Louvain-la-Neuve pour qui «ce n'est pas le policier qu'il faut blâmer mais l'institution qui l'oblige à agir ainsi».

Ce positionnement à l'égard de la violence policière passe mal auprès de certains activistes. En France, Désobéissance Ecolo Paris et d'autres signataires dont le Comité Adama soulignent dans une lettre ouverte² le risque de «banalisation des violences policières» par XR, rappelant que «la violence des forces de l'ordre contre les habitant-e-s des banlieues s'exerce de manière quotidienne». «La police est une institution intrinsèquement violente», rappellent-ils/elles.

Brasser large et voir loin

«Il ne faut pas opposer les mouvements ou en fustiger d'autres. Ça ferait le jeu du gouvernement. Qu'on soit black blocs ou grands-parents pour le climat, on converge tous vers la même chose», défend NewSilencio, rencontré avant l'action du 12 octobre. «On part d'un plaidoyer et qu'on veut qu'un maximum de personnes se le réapproprient. Quand on voit une telle mobilisation en un an, c'est que le mouvement est inclusif et parle à beaucoup

Rébellion? Répression!

Retour sur l'action de désobéissance civile menée le 12 octobre à Bruxelles.

À l'instar de plusieurs villes européennes, Bruxelles a vu déferler des militant-e-s XR ce samedi 12 octobre à Bruxelles. L'idée: occuper les jardins du Palais Royal afin de demander au roi qu'il déclare l'urgence climatique et y tenir des assemblées citoyennes pour informer le public sur diverses thématiques liées à l'écologie.

«Votre Majesté, Votre Royaume brûle. Nous demandons ainsi respectueusement à sa Majesté de sortir de sa réserve constitutionnelle pour déclarer officiellement l'urgence climatique et écologique en Belgique», adressaient-ils/elles au roi dans une lettre pour annoncer cette Royal Rebellion. Une action annoncée donc, et pour laquelle les participant-e-s ont été informé-e-s au préalable des risques d'arrestation.

Le jour dit, impossible d'accéder aux jardins, tous les accès ayant été bloqués. Les activistes, se sont donc déplacés. Et c'est au pied de Godefroid Bouillon sur la Place Royale qu'ils ont élu domicile provisoire. Un sitting de plusieurs heures qu'XR voulait pacifique et qui a mal tourné, les militant-e-s ayant été confronté-e-s à la brutalité policière.

En fin de journée, la police a décidé de libérer les rails de tram. A grand renfort de gaz lacrymos et d'autopompes. Il y aurait eu plus de 400 arrestations administratives.

«Personne n'avait l'intention de résister aux arrestations. La police connaît parfaitement notre mode d'action. Il lui suffisait de venir nous chercher, nous menotter et nous embarquer. Nous n'aurions (et n'avons) opposé aucune résistance. La violence déployée n'est donc en rien justifiée et dans de nombreux cas illégale et totalement disproportionnée. L'occupation de la place avec le consentement de la police n'était donc en rien une agression, l'attitude de la police elle l'a été. Gratuitement qui plus est!», dénonce XR Louvain-La-Neuve dans un communiqué sur son groupe facebook.

La Ligue des Droits humains a elle aussi réagi, dénonçant des «mesures disproportionnées»: «Ces usages de la force mais surtout de la violence semblent avoir dépassé de loin ce que nécessite la gestion d'un rassemblement citoyen pacifique. Ils semblent donc aller à l'encontre du droit fondamental qu'est le droit de manifester, inhérent à toute société démocratique».

Philippe Close, bourgmestre de Bruxelles, a commandé au chef de corps un rapport relatif aux méthodes utilisées par les forces de l'ordre pour faire évacuer la place royale. Il a par ailleurs rencontré le mardi 15 octobre des représentants d'XR qui lui ont remis un dossier rassemblant des témoignages de mauvais traitements.

de gens», précise aussi Coclès. Et quand on leur demande s'ils s'identifient plutôt aux colibris de Pierre Rabhi ou aux canaris qui annoncent le coup de grisou dans une mine - «nom d'oiseau» qu'on a attribué aux gilets jaunes - ils répondent: «Ni l'un ni l'autre. Choisir, ça serait nous réduire et nous mettre une étiquette. S'il fallait nous identifier dans le bestiaire, nous ne serions pas des chacals, pas des prédateurs. Nous pourrions être des girafes. Des animaux qui voient loin... En plus, le signe de la girafe est celui qu'on utilise pour avoir le silence dans une assemblée.» Pour l'heure, XR ne compte pas se taire.



1. www.franceinter.fr/joanna-macy-la-chercheuse-americaine-qui-inspire-les-activistes-du-climat-d-extinction-rebellion.
2. À lire en ligne: <https://acta.zone/lettre-ouverte-aux-militant-e-s-d-extinction-rebellion>.

Quand la jeunesse désobéit

Face à l'inaction des politiques, et sous l'impulsion de l'adolescente suédoise Greta Thunberg, des millions de jeunes, partout dans le monde, sèchent l'école pour alerter sur les dangers du changement climatique.

Les mouvements de jeunes et d'enfants ont toujours existé mais on en parle peu. Dans un article paru dans le *Éduquer* de juin 2018¹, la sociologue Elsa Roland expliquait que *«l'histoire de l'école n'était pas ce fil continu et progressif vers l'émancipation que raconte la mythologie modernisatrice»*. En effet, les jeunes se sont toujours révoltés contre l'institution scolaire. Citons, par exemple, pendant la première moitié du XIX^e siècle en Allemagne, le «Judenbewegung», un mouvement de jeunes revendiquant à la fois le refus d'être éduqué par des adultes et le droit à l'auto-éducation. Autre exemple, en Angleterre, en 1911, une grève menée par des dizaines de milliers d'enfants s'organise dans plus de 62 villes pour demander une diminution de l'obligation scolaire, des vacances pour le travail saisonnier, l'abolition de la ceinture et du travail à la maison, etc.

Par ailleurs, toujours selon Elsa Roland, *«les jeunes et les enfants sont également bien souvent à la base des révoltes et des mouvements de résistance»*: pour exemple, la participation massive de la jeunesse dans les mouvements d'agitation populaire durant l'Ancien Régime ou leur présence dans les mouvements de résistance au nazisme pendant la Deuxième Guerre mondiale (50% des Forces Libres auraient été constituées de jeunes de moins de 20 ans). Aux USA, lors de la guerre du Vietnam, deux organisations se constituent: Student for a Democratic Society et Youth Liberation of Ann Arbor qui participent toutes deux à l'abaissement du droit de vote à dix-huit ans. En Italie, dans les années 60, au moment où un tiers des ouvriers des usines Fiat refuse d'aller travailler, jusqu'à 30% des écolier·e·s refusent d'aller à l'école. En France, dans la foulée de Mai 68, on assiste, en 1971, à la création éphémère du Front de libération de la jeunesse...

Mais pourquoi si peu d'informations sur ces mouvements? Selon la chercheuse, *«les résistances juvéniles sont marquées par leur caractère éphémère et fragmentaire. Sans capacité d'institutionnalisation de leur propre mémoire - qui leur permettrait de s'installer dans la durée -, ces rébellions constituent autant de discontinuités à la fois sur le plan temporel et spatial»*.

La désobéissance civile au cœur de l'action

Le mouvement des jeunes pour le Climat qui a émergé ces deux dernières années trouve son origine dans l'action menée par Greta Thunberg, jeune Suédoise née en 2003. Diagnostiquée autiste Asperger, elle est touchée, dès l'enfance, par les enjeux climatiques. En 2018, elle participe à un concours d'écriture dont elle est lauréate, son article porte sur ses craintes face au changement climatique. Dans ce cadre elle commence à participer à des groupes de réflexion encadrés par un écologiste célèbre, Bo Thorén, qui suggère l'idée d'une grève scolaire sur le modèle de celle qui a été menée aux USA, suite à la fusillade de Parkland. Pour rappel, un mois après la tuerie, des lycéen·ne·s, partout sur le territoire américain, étaient sorti·e·s de leur établissement pendant 17 minutes, qui correspondaient au nombre de morts lors de la fusillade, réclamant ainsi une législation plus stricte sur le port d'armes.

Greta Thunberg choisi de faire grève quand les autres militant·e·s du groupe optent, quant à eux, pour une marche. Elle se retrouve donc seule devant le parlement à Stockholm, avec sa célèbre pancarte: «Grève de l'école pour le climat», exigeant que le gouvernement suédois réduise les émissions de dioxyde de carbone d'origine anthropique, comme prévu par l'accord de Paris. Elle négocie avec ses parents le droit de manifester chaque vendredi, et utilise sur les réseaux sociaux les hashtags #Klimatstrejka, #ClimateStrike et #FridaysforFuture. Son appel «*Fridays for Future*» a tout de suite été très relayé par les médias, devenant viral.

Les jeunes se mobilisent

Suite à l'appel de l'adolescente suédoise, le 29 décembre 2018, en Belgique, deux lycéennes, Anuna De Wever et Kyra Gantois, invitent les étudiant·e·s belges à faire grève chaque jeudi. Ainsi, parallèlement aux marches organisées par la société civile, dès janvier, des dizaines de milliers de jeunes commencent à battre le pavé, tous les jeudis, dans les rues de Bruxelles et dans les autres villes du pays. Ils seront 35 000 le 24 janvier. Greta Thunberg reste leur mentor²: «*Elle est notre source*

Désobéissance civile: définition

C'est l'américain Henry David Thoreau qui est le premier à avoir utilisé ce terme en 1849 dans son ouvrage *La Désobéissance civile* (qui inspirera d'ailleurs Martin Luther King et Gandhi) qu'il écrit après avoir été incarcéré pour avoir refusé de payer une taxe à l'État qui pratiquait alors l'esclavagisme. «*La désobéissance civile est une action illégale et non violente. C'est dire qu'entre ce que dit la justice et la loi, on choisit de désobéir à la loi. Toute désobéissance n'est pas une désobéissance civile: il faut que cela se fasse dans l'intérêt général*» explique Manuel Cervera-Marzal auteur de «*Les Nouveaux Désobéissants: citoyens ou hors-la-loi?*». La désobéissance civile, plus qu'un moyen pour construire un autre monde, est aussi un vecteur de changement social. C'est l'analyse qu'en fait Jérôme Dupont pour Barricade: «*Les processus qui la traversent participent à créer la société que les acteurs désirent voir demain - avec toutes les tensions qui peuvent en naître. Dès lors, elle apparaît porteuse de transformation sociétale, par sa stratégie certes, mais aussi par la manière dont elle est mise en pratique (participation active de tous dans la prise de décision horizontale au consensus, la quête d'autonomie de l'individu et du collectif, la reconnaissance de l'autre dans sa singularité, la convivialité, la solidarité...)*».

Manon Legrand

1. Jérôme Dupont, «*La désobéissance civile, vecteur de changement social?*» Barricade, 2013. Téléchargeable en ligne: www.barricade.be/sites/default/files/publications/pdf/2013-jerome-desobeissance_civile.pdf.



d'inspiration», assure une élève de l'Institut Saint-Jean Berchmans de Bruxelles dans une manifestation. «*C'est très fort de la voir en chair et en os. Elle est ma déesse*» explique Adélaïde Charlier, l'une des figures du mouvement dans la partie francophone du pays. D'autres jeunes, partout dans le monde, prennent le relais, comme Nakabuye Hilda Flavia en Ouganda, par exemple, ou encore Ralyn Satidtanasarn, en Thaïlande.

Pourquoi tant de filles? Selon la sociologue Vanessa Jérôme, «*L'écologie citoyenne fait partie 'des causes délaissées par les hommes', ce qui laisse plus de place aux femmes pour s'y investir (...)* Il y a plus de femmes car il n'y a pas de pouvoir à prendre», résume-t-elle. «*Mais, ce sont des mouvements émergents. Il faudra voir s'il y aura encore autant de femmes dans quelques années*»³. Par ailleurs, Oriane Petteni, doctorante en philosophie politique, expliquait dans *Le Soir*, «*Greta est dans le discours des émotions, un nouveau style politique puisqu'en matière de climat, les émotions avaient été mises à distance, tout le débat était jusqu'ici très scientifique. Or, les femmes sont beaucoup plus socialisées à exprimer leurs émotions. On a le droit de le faire. C'est même ce qu'on attend de nous. Contrairement à un homme qui sera vu comme moins viril s'il s'attendrait pour le destin d'un ours polaire*»⁴.

La crainte de l'avenir

Dans les discours des jeunes engagés, la peur de l'avenir est omniprésente. Le 4 décembre 2018, Greta Thunberg s'adressait à la COP24, le sommet des Nations-Unies sur les changements climatiques: «*Ce que nous espérons atteindre par cette conférence est de comprendre que nous sommes en face d'une menace existentielle. Ceci est la crise la plus grave que l'humanité ait jamais subie. Nous devons en prendre conscience tout d'abord et faire aussi vite que possible quelque chose pour arrêter les émissions et essayer de sauver ce que nous pouvons.*» Plus tard, en septembre 2019 à l'ONU, elle renchérit: «*Comment osez-vous? Vous avez volé mes rêves et mon enfance avec vos paroles creuses.*»

De son côté, Timothée, 14 ans, présent à la manifestation du 24 octobre à Bruxelles nous explique: «*Je regarde l'avenir avec peur, je ne suis pas rassuré (...)* Les jeunes s'engagent parce qu'ils veulent une vie correcte, on a peur de plus pouvoir faire machine arrière, que cela devienne trop grave». Pour Achille, 19 ans, membre de Génération Climat, «*si les gouvernements sont encore en place, ils vont devenir de plus en plus autoritaires. J'ai peur qu'on arrive à une encore plus grande crise sociale dans les an-*



nées à venir, justement à cause du climat. Si on continue comme ça, c'est même pas dit qu'on laisse la possibilité aux générations suivantes de vivre sur la planète. J'ai pas envie d'éduquer des enfants dans ce monde». Un discours aussi qui fait la part belle aux scientifiques, et porte sur l'incapacité des politiques à agir. Greta Thunberg expliquait «*Nous savons que la plupart des politiques ne veulent pas nous parler. Bien. Nous ne voulons pas leur parler non plus. Nous voulons qu'ils parlent aux scientifiques, qu'ils les écoutent*». Son entourage donne d'ailleurs, plusieurs noms de scientifiques réputés qu'elle consulterait régulièrement. Achille, de Génération climat, reste, malgré tout, très défaitiste: «*Concrètement à quoi ça nous a servi tout ça? On n'est nulle part...*».

Comment le monde les regarde?

Les adultes, sont-ils sensibles aux arguments des jeunes? Une bonne partie, oui. Certains parents déjà. Greta Thunberg avait testé sa capacité à convaincre auprès de sa famille, qui était alors devenue végétarienne, sa mère avait aussi abandonné sa carrière de chanteuse d'opéra pour ne plus prendre l'avion et son père acheté une voiture électrique. Même chose chez Timothée, «*J'encourage mes parents, je les force à acheter des trucs locaux. Je pense que les ados ont un rôle à jouer. La plupart du temps, c'est ça qui marche, convaincre les enfants qui vont alors convaincre les parents. Parce que les parents ont d'autres choses en tête*». Chez Achille, «*Quand on n'est pas d'accord, avec mes parents, je leur dis: c'est quelle génération*



ché une Greta Thunberg...». Tollé sur la toile! le 12 octobre, c'est au tour du ministre des Affaires étrangères Brésilien, Ernesto Araujo, d'ironiser sur la jeune militante et de critiquer «l'idéologie» du «climatisme» lors d'un forum d'ultra-conservateurs organisé à Sao Paulo. À Rome, le 7 octobre, un mannequin à l'effigie de Greta Thunberg a été pendu sous un pont de la ville. Et sur France Inter, la secrétaire d'État à la Transition écologique et solidaire, en France, Brune Poirson disait: «Quelles sont les solutions qu'elle met sur la table? Je ne sais pas.» N'est-ce pas plutôt à une ministre de l'écologie de proposer des solutions?

L'espoir

Timothée nous disait: «le seul moyen d'avoir de l'espoir, c'est de venir à des manifestations

comme celle-ci et de voir qu'on n'est pas tout seul». Pour Achille: «la lutte en elle-même, c'est un moyen de s'émanciper, dans une action directe, ça me fait du bien, au moins je résiste, je fais quelque chose, cela n'engage que moi mais cela m'aide pas mal à tenir le coup». Car oui, face à une situation alarmante, l'espoir reste le leitmotiv de ces mouvements de jeunes. «Le monde se réveille, et le changement arrive, que cela vous plaise ou non. Merci», avait conclu Greta Thunberg devant l'ONU à New York.

1. <https://ligue-enseignement.be/quand-les-enfants-se-revoltent/>
2. *Le Parisien*, 21/02/2019.
3. *Le Berry.fr*, 31/03/2019.
4. *Le Soir*, le 22/03/2019.

qui nous a plongé dans ce bordel, et quelle génération va devoir faire face?».

Et puis beaucoup d'autres adultes les soutiennent aussi: des politiques comme Barack Obama ou le maire de New York, Bill de Blasio, qui a autorisé les écolier-e-s, les collégien-ne-s et les lycéen-ne-s - soit potentiellement 1,1 million de jeunes - à sécher les cours l'après-midi pour afficher leur engagement auprès de Greta Thunberg en visite à New York; des célébrités aussi, comme Leonardo DiCaprio. Notons que Greta Thunberg a même été pressentie pour le Nobel de la paix 2019 (finalement attribué au premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed).

Si Greta Thunberg suscite l'admiration de beaucoup, elle essuie aussi un nombre incroyable de critiques de la part de personnes plus âgées, d'hommes surtout.

Les mois de septembre et d'octobre nous ont offert un joli florilège de commentaires négatifs ou déplacés à son égard. Le 24 septembre, Emmanuel Macron s'exprimait ainsi au sujet de l'adolescente: «Des positions très radicales, c'est de nature à antagoniser nos sociétés», après que la Suédoise, aux côtés de quinze autres jeunes, ait déposé une plainte devant le Comité des droits de l'enfant de l'ONU contre cinq pays, l'Argentine, le Brésil, la Turquie, l'Allemagne, mais aussi la France. Bernard Pivot, quant à lui, écrivait sur Twitter, le 25 septembre: «Dans ma génération, les garçons recherchaient les petites Suédoises qui avaient la réputation d'être moins coincées que les petites Françaises. J'imagine notre étonnement, notre trouille, si nous avions appro-

Une grande méconnaissance des élèves sur les enjeux climatiques

En 2018, Christophe Schoune (lire notre interview) a fondé l'association Climate Voices, qui regroupe aujourd'hui une trentaine d'acteurs du monde de la science, des médias, de la culture. Son objectif: informer et sensibiliser les jeunes de manière novatrice sur les enjeux climatiques et créer des ponts entre les jeunes de tous les continents. Une nécessité, constate Christophe Schoune car les manifestations des jeunes pour le climat ne doivent pas faire illusion. Tous ne sont pas conscientisés et informés. «J'en ai fait l'expérience personnellement. En 2018, nous avons tourné au Sénégal des vidéos qui montraient l'impact du changement climatique sur la population locale. Nous les avons présentées dans plusieurs écoles techniques et professionnelles. Nous avons été sidérés de constater la très faible connaissance des mécanismes du changement climatique et une ignorance plus grande encore sur la question de la justice climatique. Notre intuition était la bonne: il faut aller vers ces jeunes peu conscientisés. Les manifestations des jeunes pour le climat sont très visibles mais elles ne concernent qu'une minorité».

La connaissance et la conscientisation des enjeux climatiques sont liés à la fracture sociale, culturelle dans l'enseignement. C'est confirmé, souligne Christophe Schoune, par une récente enquête menée par l'APED (Appel pour une école démocratique). Elle compare les compétences acquises par les jeunes sur les enjeux climatiques en 2015 et en 2019 «et cette enquête est très inquiétante car elle montre que les savoirs sont en recul tant du côté néerlandophone que francophone». L'étude de l'APED montre aussi que plus les élèves proviennent d'un milieu défavorisé, plus leur ignorance et leur indifférence à l'égard du changement climatique est grande. «Un jeune sur deux dans les écoles techniques et professionnelles confond la cause du réchauffement climatique avec la question de la diminution de la couche d'ozone. Dix pour cent des jeunes dans l'enseignement général ignorent que le réchauffement climatique existe, 16% dans l'enseignement technique et professionnel. Les causes du réchauffement sont peu identifiées et les conséquences encore moins. Visiblement, quelque chose ne fonctionne pas dans la transmission des savoirs par les enseignants. Il est urgent que l'école se mobilise sur ces enjeux. Il faut aussi une action politique qui aille au-delà des opérations ponctuelles de sensibilisation des jeunes. L'enjeu, c'est la formation des profs».

À l'automne 2020, Climate Voices et l'agence Tempora organiseront une grande exposition itinérante sur le changement climatique, adressée prioritairement aux élèves de l'enseignement secondaire. Ce sera une exposition ludique, interactive où les jeunes pourront s'informer, s'exprimer et même voter. «L'expo ciblera particulièrement les jeunes issus de milieux défavorisés qui ne bénéficient pas du même niveau d'information et d'inclusion sur les enjeux climatiques».

Martine Vandemeulebroucke

Simon Laffineur, Animateur/formateur en ECMS - Oxfam-Magasins du Monde

L'école face aux «grèves Climat» des jeunes, une réponse en demi-teinte

Les grèves climatiques suivies par la jeunesse belge début 2019 n'ont pas manqué de faire débat dans la société et dans le monde scolaire. Le fait que l'école doive encourager l'engagement citoyen des jeunes est un point de vue largement partagé. Mais le caractère désobéissant de la grève fait nettement plus débat. Et même si l'on décide de soutenir la grève des jeunes, ne la déforce-t-on pas en ne faisant que la tolérer et l'encadrer sans la rejoindre?

Le climat en marche

On ne présente plus la jeune Greta Thunberg, ni le mouvement des manifestations et grèves climatiques qui ont démarré en Belgique au début de cette année.

Face à ces grèves, l'école est prise de court. Les élèves qui «sèchent» pour aller manifester devaient-ils/elles être soutenu·e·s par les écoles et les instances en charge de l'enseignement (réseaux, cabinets ministériels)? Si oui (ou si non), dans quelle mesure et sur quelles bases?

Diverses réponses sont apportées dans les établissements: certaines directions vont soutenir sans réserve la grève des élèves, d'autres proposeront un cadre (tournante des élèves ou des cours pour ne pas rater systématiquement les mêmes matières, besoin d'une autorisation parentale, mise en place de débats et de projets dans l'école...), enfin certaines écoles noteront les absences des élèves, et ne soutiendront pas le mouvement sauf éventuellement lors de la journée du 15 mars.

Beaucoup d'articles seront publiés durant cette période comme autant de prises de position des parents (et «grands-parents pour le climat»), des enseignant.e.s (à titre individuel ou collectif), des ONGs...

Une réponse scolaire... inadéquate?

Il est plutôt très «consensuel» d'estimer que l'école doit promouvoir l'engagement citoyen

des jeunes. Mais lorsque l'on précise les termes de cet engagement, ou lorsque l'on se confronte à la mise en œuvre concrète d'un tel programme, on voit où le bât blesse. Quid de la neutralité scolaire? Quid de l'accès à ce «programme à côté du programme» pour les élèves moins favorisés, qui passent souvent à côté de ces activités non obligatoires? Jusqu'où s'engager et chercher la cohérence? Avec quel niveau de participation des jeunes dans le processus même? L'engagement inclut-il la désobéissance civile?

Outre ces questions, la grande nouveauté des grèves climatiques est que pour la première fois sans doute dans l'histoire scolaire, le bât blesse en un tout autre endroit que l'école. Pour la première fois, un engagement concret est pensé «en dehors de la boîte», totalement en dehors du cadre scolaire habituel. La question du rôle de l'école est reléguée au second plan. Si le monde scolaire s'en préoccupe, les élèves marcheurs/euses ne se posent pas cette question.

Ils sont en réalité à un tout autre niveau. Parce que l'État et la société dans laquelle ils sont appelés à évoluer ne répond pas adéquatement au changement climatique, ils décident en signe de protestation de faire grève, de refuser l'école (très partiellement), d'occuper l'espace public et de sortir de leur rôle d'élèves et de l'obligation scolaire que la société leur assigne.

Ce faisant, ils court-circuitent l'école, et c'est



en court-circuitant l'école qu'ils expriment l'urgence et l'importance de leur demande.

Paradoxe: faire en sorte que l'école facilite l'engagement des élèves n'aide pas les élèves dans leur grève dans ce qu'elle a de subversif et de désobéissant, condition essentielle pour faire de cette grève un succès et une menace réelle pour les décideurs et décideuses politiques qui ne font pas du climat une priorité.

La prise de position des différentes écoles et réseaux était en effet souvent une simple réaction face aux élèves brosseurs. En ce sens, accompagner pédagogiquement, organiser des débats, créer des projets et y impliquer les élèves sont toutes des initiatives louables et bienvenues, mais finalement contre-productives par rapport à la proposition de créer un mouvement gréviste de masse dans la rue.

Deux autres scénarios auraient pu voir le jour: que les élèves soient davantage sensibilisé·e·s par les écoles au changement climatique. Avec comme corollaire que ces

élèves puissent alors choisir ou non de grossir les rangs des grévistes.

Ou plus loin encore, comme d'autres y ont appelé, que les élèves soient rejoints par les adultes, enseignant·e·s, directions, à l'image des grèves qui par le passé ont secoué le monde enseignant et qui, soit dit en passant, étaient nettement plus conséquentes en terme de pertes de journées de cours et d'écoles immobilisées.

Laisser les élèves manifester ou manifester avec eux?

Si théoriquement la réponse scolaire officielle peut être vue comme trop peu audacieuse, il reste que dans les faits les grèves ont eu lieu et ont été parfois suivies par les enseignant·e·s accompagnant leurs élèves. Cependant, une majorité d'écoles dans lesquelles les élèves n'ont pas participé au mouvement, n'ont pas rebondi pour y amener le débat.

En définitive, nous reconnaissons tou·te·s la plus-value de l'école en terme d'une lec-

ture critique d'un monde de qualité. L'école doit davantage accompagner les jeunes qui se posent aujourd'hui des questions de société bien plus essentielles, anxiogènes et urgentes que celles que toutes les générations précédentes ont pu se poser. Si elle continue à le faire si peu, et avec elle, l'ensemble de la société, nous verrons dès demain la jeunesse à nouveau dans les rues, et avec elle, le vent du changement...

Ce texte est une version allégée d'un article paru en juin 2019 sur le site: www.oxfammagasinsdumonde.be

Des idées pour les enseignant·e·s, réunies sur le site internet OJ.be!

Comment renouveler ses prépas sur la citoyenneté? Comment aborder le système politique belge en captant l'attention des élèves? Comment les accompagner dans les questions de genre? Par où commencer pour l'organisation des classes vertes? Les Organisations de Jeunesse peuvent répondre à ces questions et outiller les enseignant·e·s via le site *OJ.be*.



Des outils pédagogiques en lien direct avec le programme de cours

Un jeu de société pour appréhender les inégalités sociales, un dossier pour aborder les médias et la construction d'un journal papier, des jeux coopératifs pour apprendre à travailler ensemble... Des outils variés prêts à l'emploi sont à disposition pour compléter les interventions en classe.

Des animations pour les classes, dans ou en dehors de l'école

Les Organisations de Jeunesse viennent animer les classes ou co-construisent avec l'enseignant·e une activité. Là encore, le panel de propositions est large: initiation à l'improvisation théâtrale, simulation d'un débat politique, découverte des formes d'inclusion et de discriminations, initiation au métier d'animateur·trice, des activités pédagogiques d'animation lors de l'absence d'un professeur... Des programmes de classes vertes ou citoyennes en dehors de l'école sont aussi à disposition sur le site.

Des formations pour enrichir les pratiques enseignantes

Les activités ne s'adressent pas qu'aux élèves! Il y a aussi des offres de formations pour les enseignant·e·s: de quoi s'outiller, par exemple, pour aborder en classe des sujets plus délicats comme l'EVRAS (Éducation à la Vie Relationnelle, Affective et Sexuelle), le harcèlement ou la radicalisation.

Contact: Alice Dehaeseleer - 02 513 54 94
moderation@organisationsdejeunesse.be

Peu connues du grand public, les Organisations de Jeunesse ont pourtant nombre de compétences et de ressources à mettre au service de l'école. Leur mission? Former des citoyen·ne·s responsables actif·ve·s, critiques et solidaires (des «CRACS») via des méthodes d'éducation non-formelle.

Un moteur de recherche par niveau scolaire et par matière

La plate-forme *OJ.be* met à la disposition des enseignant·e·s un répertoire d'outils pédagogiques, d'animations, de formations et d'activités en classe et en dehors de la classe. Chaque activité est référencée selon le niveau scolaire auquel elle s'adresse et il y a la possibilité d'effectuer un tri selon la matière: citoyenneté, arts, français, langues, etc. L'objectif? Mettre l'enseignant·e en lien avec une association qui fournira son expertise via une animation ou un outil adéquat.

Les Organisations de Jeunesse

Une centaine d'associations en Fédération Wallonie-Bruxelles sont reconnues comme «Organisations de Jeunesse». Leur public-cible est les jeunes jusqu'à 30 ans et leur mission est sensiblement identique à celle de l'école: former des CRACS.

Pédagogie Eurêka ou mythe de la bonne méthode

Intelligences multiples, apprentissage par le numérique, classe inversée, enseignement explicite, pédagogie Montessori/Freinet/Steiner/Decroly et bien d'autres pédagogies dites alternatives ou actives... quiconque s'intéresse de près ou de loin à l'éducation aujourd'hui rencontrera inévitablement l'une ou l'autre de ces propositions. Pourtant, des recherches en sciences de l'éducation mettent en évidence des résultats qui font rupture avec l'idée qu'il existerait une pédagogie «miracle».

Actuellement, les pédagogies alternatives remportent un franc succès auprès de tou·te·s les acteurs et actrices, comme en témoignent de nombreux phénomènes que nous nous proposons d'analyser par un focus sur les différentes initiatives proposées sur le territoire francophone belge. Cette mise en contexte amènera une série de questionnements sur l'origine de ces succès et des points de vigilance qui peuvent en découler.

inégalités scolaires, du redoublement, du maintien en maternelle, du faible taux d'intégration des enfants à besoins spécifiques dans l'ordinaire, d'un coût exorbitant pour un enseignement si peu efficace...

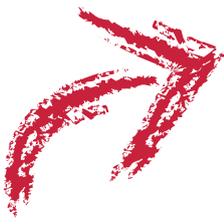
D'autre part, les enseignant·e·s (et futurs enseignant·e·s) semblent de plus en plus démuni·e·s face à la complexité de leur fonction dans une société en perpétuelle évolution. La difficulté du métier les incite à chercher des solutions partout, et souvent hors de l'école. Les sites Internet, blogs enseignants, réseaux sociaux et autres ont contribué au partage d'outils et à la diffusion à plus grande échelle d'idées en tout genre. Il est indéniable que l'existence de ces canaux de diffusion est positive mais peut parfois présenter quelques dérives.

En effet, des sociétés à visées lucratives surfent sur la vague de détresse des profs et proposent, pour faire la classe efficacement, du matériel, des outils, des livres, inspirés de l'un ou l'autre courant pédagogique. La multiplicité des canaux de diffusion, l'immédiateté de ces derniers, le «marketing» grandissant de certains de ces outils ont contribué à un véritable effet de mode de toutes les pratiques pédagogiques qui s'éloigneraient d'une pédagogie dite «traditionnelle». Cette profusion d'informations invite les enseignant·e·s à se saisir de clés sur porte et à envisager l'école «autrement».

La success story belge

Bien que nous ne puissions présenter ces idées comme un ensemble homogène recouvrant les mêmes réalités, leur succès, plus ou moins prononcé selon le cas, semble indéniable en Fédération Wallonie-Bruxelles. En effet, depuis une dizaine d'années, fleurissent des écoles dites «alternatives» ou «actives» tandis que parallèlement à la naissance de ces nouvelles écoles, d'autres déjà en place veulent modifier leur projet d'établissement pour rejoindre les idées de ces mouvements. Comment expliquer cet engouement pour les nouveautés, voire la remise au goût du jour de certaines pédagogies datant du début du 20^e siècle? Les causes sont multiples.

D'une part, depuis les prémices du projet de lancement du Pacte pour un Enseignement d'excellence, les failles du système scolaire belge ont été rappelées à tout va, à savoir que la Belgique remporte bien des médailles notamment celle des

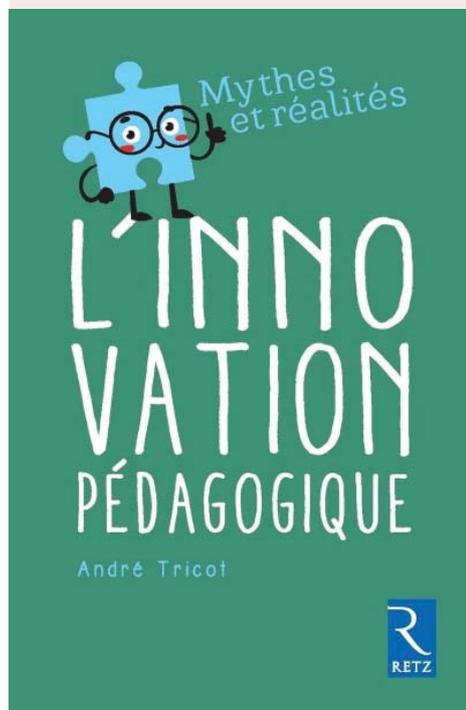


Amina Talhaoui est enseignante en primaire, spécialisée en orthopédagogie et titulaire d'un master en Sciences de l'Éducation, assistante chargée d'exercice auprès d'étudiant·e·s en master à l'Université Libre de Bruxelles et doctorante en sciences de l'éducation.

Frédérique Biesemans est une ancienne institutrice primaire, aujourd'hui inspectrice pédagogique, titulaire d'un master en Sciences de l'Éducation, assistante chargée d'exercice auprès d'étudiant·e·s en master à l'Université Libre de Bruxelles.

Dans son ouvrage: *«L'innovation pédagogique. Mythes et réalités»*, **André Tricot** décrypte les idées reçues qui alimentent les débats en matière d'éducation. L'auteur passe au crible neuf mythes ou réalités pédagogiques contemporaines parmi lesquels: *«Il faut inverser la classe»*, *«Le numérique permet d'innover»*, *«Les élèves apprennent mieux quand ils découvrent par eux-mêmes»*.

Cet ouvrage permet une remise en question de dispositifs répandus et parfois porteurs de grandes confusions.



C'est ainsi que nous voyons apparaître des propositions qui semblent parfois détenir un caractère miraculeux. Il suffit de faire quelques fouilles parmi toutes ces suggestions pour rencontrer entre autres des affirmations telles que: «Les 5 miracles de la pédagogie Montessori», «Les pédagogies actives pourquoi ça marche.», «Des pédagogies actives contre les inégalités sociales», «Le numérique pour réussir dès l'école primaire», «La classe inversée, une piste pour la pédagogie du futur.», etc. Nonobstant les mille vertus dont semblent porteuses toutes ces pratiques, des dissensions apparaissent entre les militant·e·s convaincu·e·s de chacune d'elles.

Cependant, les avancées des recherches en sciences de l'éducation mettent en évidence des résultats qui font rupture avec l'idée qu'il existerait une pédagogie miracle applicable par tout·e enseignant·e, à tout apprenant·e, en tout lieu et tout temps. Elles mettent d'ailleurs en évidence l'idée que certaines sont basées sur des mythes et entraînent parfois des dérives. Il est dès lors intéressant de se pencher de plus près sur ces travaux.

Les pratiques enseignantes et la recherche

Le Centre de Recherches en Sciences de l'Éducation de l'ULB (CRSE) s'est beaucoup intéressé aux pratiques enseignantes. L'ensemble de ces travaux réalisés jusqu'à ce jour sont en rupture avec l'idée qu'il existerait une méthode miracle ou une bonne méthode mais proposent des modèles pour comprendre/décrire/analyser les pratiques d'enseignement. Les travaux de Laurent Talbot notamment, s'inspirant des propositions d'une grande figure de la psychologie sociale: Albert Bandura, soulignent la complexité de l'acte d'enseigner.

Ainsi, les pratiques enseignantes s'articulent autour de multiples facteurs qui semblent parfois être occultés lorsque l'on propose des méthodes «clés sur porte». Elles ne peuvent se comprendre, se décrire et s'analyser qu'en tenant compte de ces trois dimensions essentielles: les facteurs personnels internes de l'enseignant·e (son passé scolaire, les valeurs qu'il prône, ses convictions, ses représentations professionnelles, etc.), l'environnement (le public auprès duquel il exerce, le profil socioéconomique de l'école, l'histoire de la classe et de l'école, etc.) et le comportement (l'activité proposée au sein de la classe).

Ces dimensions sont en constante inte-



raction les unes par rapport aux autres et ne peuvent s'isoler/s'exclure les unes des autres. Ce modèle nous semble intéressant pour répondre à la question d'une éventuelle bonne méthode/méthode miracle mais également pour mettre en évidence l'écart qui peut parfois exister entre le terrain et la recherche. Les travaux d'André Tricot confirment ce fossé en passant au crible les croyances les plus répandues. Ce tour d'horizon révèle que nombre d'entre elles reposent sur de véritables mythes.

D'autres travaux de recherches ont tenté de définir l'efficacité de pédagogies ou pratiques enseignantes (que l'on peut retrouver sous les appellations de «recherches sur l'enseignement efficace»). C'est ainsi qu'il est possible de rencontrer des études qui catégorisent certaines pédagogies comme «efficaces». Cependant, il n'existe aucune efficacité absolue. L'efficacité d'une pédagogie est toujours à mettre en perspective des buts que l'on assigne à l'enseignement/à l'institution scolaire: une pédagogie est efficace pour quoi? Les objectifs que l'on attribue à l'École sont en réalité très variables et nombreux. Une pédagogie peut être efficace



pour certains buts et moins pour d'autres. À titre d'exemple, si l'on considère que la mission de l'enseignement est liée au bien-être et à l'épanouissement personnel, certaines pédagogies peuvent être efficaces à cette fin. Il s'agit là d'une des finalités possibles de l'École parmi d'autres comme: faire en sorte que l'élève apprenne des procédures, qu'il acquière des automatismes simples (retenir des règles de grammaire, connaître ses tables de multiplication, etc.), le rendre créatif, lui permettre d'apprendre à réfléchir et à répondre à des situations inédites, de s'émanciper. Ainsi, si une pédagogie peut être efficace pour remplir certaines de ces finalités, il convient de s'interroger sur les buts que l'on attribue à l'enseignement. Aucune pédagogie n'a donc d'efficacité absolue et l'ensemble de ces recherches permettent d'en rendre compte.

Sans pouvoir parler de phénomène viral, force est de constater que des affirmations, peu étayées scientifiquement, rencontrent davantage de succès sur le terrain de l'enseignement. Les recherches en sciences de l'éducation ne sembleraient donc pas bénéficier d'une aura aussi importante que

les méthodes à la mode. Il existe un hiatus entre les idées communément répandues, voire les mythes et croyances du monde de l'éducation et les résultats de recherches. Comment expliquer un tel décalage?

Entre recherches et terrain

Il est clair que les résultats des recherches en sciences de l'éducation peinent à se diffuser sur le terrain. Ce phénomène peut s'expliquer par différents facteurs. Lorsqu'on questionne les enseignant-e-s de terrain à propos de la recherche, on recueille des impressions du type: «elles sont trop éloignées de ma réalité quotidienne», «c'est du jargon», «c'est hermétique», «ça ne prend pas en compte tous les aspects de mon métier», «je fais davantage confiance à mes collègues qui ont de l'expérience qu'aux résultats de recherches», etc. Au-delà de ces impressions, il semble donc exister un réel problème dans le choix du canal de diffusion des chercheur-se-s.

Pour éviter ces écueils, des initiatives sont mises en place. Des revues tentent de rendre plus accessibles les travaux de recherche en les vulgarisant. Certain-e-s

chercheur-se-s optent d'ailleurs pour un mode de communication plus interactif et prisé, des événements permettant la rencontre entre chercheur-se-s et praticien-ne-s (journées d'étude, colloques, séminaires, etc.) voire même des collaborations (recherche-action). Nous pouvons ainsi nous questionner sur le rôle et l'implication de la recherche vis-à-vis des croyances liées aux pratiques enseignantes. Puisqu'aucune recherche n'a à ce jour pu démontrer de véritables résultats qui permettraient de défendre l'idée du caractère miraculeux de ces pédagogies, l'objectif de la recherche serait dès lors de déconstruire les croyances erronées voire même d'empêcher qu'elles ne se construisent. D'autant plus que ces «méthodes clé sur porte» nous semblent déposer complètement l'enseignant-e de son intelligence professionnelle, de sa créativité et de ses compétences.

La formation initiale/continué apparaît comme une jonction majeure entre les savoirs théoriques et pratiques. Son rôle serait de rendre possible l'adoption d'un regard critique, d'une distanciation et d'une réflexion sur l'action éducative et sur les propositions séduisantes de ces pratiques présentées comme miracles.

Dans une démarche similaire à celle développée par Platon dans son célèbre mythe de la caverne: l'enseignant-e devra aller au-delà de sa première impression, qu'elle soit positive ou négative.

Références des travaux cités:

- Talbot, L. (2004). Intérêts et limites des apports de la recherche aux pratiques de l'enseignement. *Éduquer*, 8, p. 101-112, Paris: L'Harmattan.
- Talbot, L. (2008). Étudier les pratiques d'enseignement. Un exemple comparatif au collège et à l'école primaire. *Les Dossiers des Sciences de l'Éducation*, 19, p. 81-101.
- Bandura, A. (1986). *Social foundations of thought and action: a social cognitive theory*. N.J., Prentice-Hall, Englewood Cliffs.
- Bandura, A. (1997). *Self-efficacy: The exercise of control*. New York: Freeman. DOI: 10.1891/0889-8391.13.2.158
- Bandura, A. (2003). *Auto-efficacité, Le sentiment d'efficacité personnelle*. Bruxelles: De Boeck.

Sténopé, argentique et numérique: la photographie

Tout le monde ou presque prend des photos, d'un seul geste du doigt, pour ainsi dire sans y penser... Imagine-t-on les centaines d'années de sciences et de techniques qui ont pu mener à une production si facile d'images de grande qualité - sinon artistique, au moins technique?

Petite promenade scientifique dans le monde de la photographie, où on parlera de tombeaux néolithiques, de Vermeer et du théorème de Thalès.

Qu'est-ce qu'une photographie?

Qu'est-ce qu'une photographie, au fond? Qu'est-ce qui la distingue d'un dessin? L'étymologie nous le dit: photo-graphie signifie que le dessin (*graphein*) est obtenu grâce à la lumière (*photos*). Lors d'une photographie, la lumière dessine elle-même! Un dessin, en revanche, est fait par un humain.

Pour faire une photo, il faut donc commencer par fabriquer une *image* au sens qu'on donne à ce terme en physique, c'est-à-dire faire converger les rayons lumineux issus d'un objet (un paysage, par exemple) en une zone où on pourra placer un écran pour pouvoir voir l'image en question.

Antique sténopé

Comment réaliser ceci facilement? Mettons-nous dans une pièce aux volets bien fermés et perçons dans ces volets un tout petit trou de quelques millimètres de diamètre. On constate que

les rayons lumineux passant par le trou se projettent sur le mur opposé aux volets, où ils forment donc bien une image du paysage extérieur. Cette *image* est à l'envers, ce qui est assez aisé à comprendre lorsqu'on remarque que les rayons venant du ciel vont de haut en bas, tandis que ceux venant du sol vont vers le haut. Pour autant que le trou percé soit assez petit, on obtient une image étonnamment nette de ce qui se passe à l'extérieur de la pièce! C'est le principe du sténopé, que l'on peut rendre «portatif» en faisant un trou dans une petite boîte étanche à la lumière.

Il ne serait pas étonnant que ce phénomène, aussi appelé chambre noire («camera obscura», d'où le terme moderne de caméra) soit connu depuis des temps très anciens¹, puisqu'il suffit, au fond, de disposer d'un lieu très sombre où la lumière extérieure ne rentre que par un petit orifice. Un tel événement peut très bien arriver par hasard

dans une grotte, ou peut-être de façon contrôlée dans certains monuments préhistoriques (certains auteurs font ainsi remonter le sténopé au Néolithique, une hypothèse intéressante quoique incertaine²). Il m'est arrivé de voir un tel effet dans une pièce bien étanche à la lumière, mais où la lumière rentrait par le trou de la serrure. La projection du monde extérieur, à l'envers et avec une netteté extraordinaire, a de quoi étonner, voire effrayer.

La lentille améliore la chambre noire

Le sténopé présente un défaut majeur: sa netteté est inversement proportionnelle à la taille du trou, et donc à la luminosité de l'image. Il ne permet pas d'avoir une image à la fois nette et brillante, ce qui en limite l'usage.

Pour dépasser cette difficulté, on place au cours du 16^e siècle, en lieu et place du trou du sténopé, une «lentille convergente»,

autrement dit une loupe³. On sait tailler des lentilles (pièces de verre en forme de... lentille) depuis l'Antiquité, et elles sont utilisées pour corriger la vue depuis la fin du Moyen Age. Dans la chambre noire, la lentille fait converger la lumière en un lieu précis (le plan focal⁴) où on peut placer un écran. Sur cet écran apparaît alors l'image, toujours inversée, mais beaucoup plus lumineuse qu'avec le sténopé ancien. En effet, une modeste lentille de trois centimètre de diamètre collecte déjà mille fois plus de lumière qu'un trou de sténopé d'un millimètre de diamètre! Le gain de luminosité est énorme.

Il est probable que des peintres des 16 et 17^e siècles se soient servis de ce procédé pour se faciliter la tâche. En effet, pour obtenir une image réaliste d'un paysage, il suffit finalement de se placer dans une pièce bien noire, de faire un trou dans les volets, d'y placer une lentille, puis de placer une toile en son foyer, et ensuite de dessiner tranquillement le paysage extérieur comme si on décalquait. Peut-on parler de photographie? Pas encore, puisque la lumière ne fabrique pas toute seule une image durable: c'est encore le peintre qui applique les pigments! On est quelque part à mi-chemin entre le dessin d'observation et la photographie. Peut-on dire que Vermeer ou Antonio Canal⁵ ont «triché»? L'utilisation de la chambre noire enlève-t-elle ou non du génie à ces peintres? Je ne trancherai pas cette querelle qui n'a plus rien à voir avec la physique, mais il faut bien reconnaître qu'avec cette astuce, un enfant de dix ans peut exécuter un dessin à la perspective parfaite... Mais il lui reste du chemin avant d'arriver à la Jeune fille à la perle.

Grâce à la chimie, la vraie photo, enfin!

Nous voici donc au 16^e siècle avec des chambres noires munies d'un objectif, qui permettent de projeter une image sur un papier, sur lequel on peut dessiner. Pour obtenir une photographie au sens strict, il faut que la lumière crée elle-même une image pérenne sans intervention de la main humaine. On cherche donc une substance qui réagisse à la lumière, de façon à «figer» l'image présente sur l'écran.

Cette substance, ce seront certains sels d'argent (chlorures ou bromures d'argent) déposés sur une plaque, sels qui ont la propriété de noircir à la lumière - l'image sera donc en négatif. L'opération nécessite plusieurs minutes de pose, car la plaque photographique est encore assez peu sensible, puis une fixation, et une conversion du négatif vers le positif. Mais il s'agit bel et bien

d'une photographie, au sens où les rayons de lumière issus du paysage, après passage dans la lentille, font tout seul le travail de fixation de l'image. Ce premier succès est obtenu vers 1830 par Niepce puis Daguerre: la photo est née avec la Belgique!

Vers le numérique

La photographie telle que nous la connaissons date donc d'il y a 190 ans. La suite, ce sont des améliorations intéressantes mais marginales du point de vue fondamental: remplacement de la plaque de verre par un film souple, passage à la couleur (avec un film à trois couches sensible aux trois couleurs primaires, rouge, vert, bleu), augmentation de la sensibilité des films et de la qualité des lentilles, et, plus récemment, fixation de l'image par des procédés électroniques et non chimiques. Lorsqu'on possède une chambre noire dans laquelle l'image fabriquée par la lentille est projetée non pas sur un film argentique, mais un «capteur CCD» (qui transforme la lumière en un signal électronique), on a dans les mains un *appareil-photo numérique*. Quelles seront les prochaines améliorations des appareils-photos? On peut se poser la question, tant les photos obtenues de nos jours sont étonnamment ressemblantes avec le sujet photographié.

Comment regarder une photo? Thalès à la rescousse

Justement: comment regarder une photo pour obtenir une ressemblance maximum avec le paysage photographié?

La première condition est de se placer à distance correcte de l'image. Imaginons un cliché d'un arbre de 30 mètres de haut pris à 45 mètres du pied de l'arbre, et supposons que l'image de l'arbre ait une hauteur de 50 centimètres. Pour



Jeune fille à la perle, Johannes Vermeer, 1665. Huile sur toile, 46.5 x 40 centimètres. Mauritshuis, La Haye.



«L'utilisation de la chambre noire enlève-t-elle ou non du génie à ces peintres? Je ne trancherai pas cette querelle qui n'a plus rien à voir avec le physique, mais il faut bien reconnaître qu'avec cette astuce, un enfant de dix ans peut exécuter un dessin à la perspective parfaite...»

recréer la perspective *telle que vue par la personne ayant réalisé l'image*, il faudra respecter les proportions de manière à ce que l'image d'arbre de 50 cm ait la même hauteur apparente que le vrai arbre de 30 mètres vu à 45 mètres. Respecter ces proportions conduit ici à placer la photo à une fois et demie la hauteur de l'arbre, donc à 75 centimètres devant soi. Ceci est finalement une application du théorème de Thalès: pour avoir le même angle de vue, le rapport «taille du sujet / distance photographe-sujet» doit être le même que le rapport «taille de la photo / distance spectateur-photo». Bien sûr, il n'est pas facile de respecter ces conditions avec de petits tirages de 10 x 15 cm, qui devraient être vus de très près. C'est une des raisons pour lesquelles on gagne à tirer les photos en images d'assez grande dimension, par exemple un mètre, que l'on peut regarder à une distance de l'ordre du mètre également⁶.

Admirer les photos... d'un seul œil!

Les humains possèdent une bonne vision binoculaire, c'est-à-dire qu'une grande partie de ce que nous voyons devant nous l'est par les deux yeux. Au contraire, un pigeon, par exemple, possède une vision essentiellement monoculaire: son œil gauche voit le paysage côté gauche, différent du paysage vu par son œil droit. La vision binoculaire est très intéressante: comme les deux yeux

sont séparés de quelques centimètres, ils ne voient pas *exactement* la même chose. Le cerveau, en superposant et en comparant ces deux images, est capable d'estimer la distance des objets, et nous donne ainsi la notion de profondeur (on peut s'en convaincre en tentant de jouer au tennis avec un œil bandé!).

Imaginons donc un visiteur d'une exposition de photographies, face à une photo représentant un chien au premier plan, un arbre au second plan, et des nuages loin derrière. Le spectateur possède deux yeux, et utilise sa vision binoculaire pour analyser une photographie, objet parfaitement plat. Le cerveau du spectateur à deux yeux ne peut donc que constater que l'image de ce chien, de cet arbre et de ces nuages sont au même niveau, et ne pourra pas vraiment ressentir le chien comme étant devant l'arbre.

Comment percevoir l'impression de profondeur présente dans la scène réelle? Voici le secret: paradoxalement, il vaut mieux regarder la photo d'un seul œil. Ainsi, l'information «cet objet est plat» ne parviendra pas au cerveau, qui pourra tenter de reconstituer la profondeur d'après d'autres indices présents sur l'image (effet de flou, lointains bleutés, etc.). Je regarde toujours les photographies en fermant l'œil gauche. L'effet est saisissant! C'est à mon avis le meilleur moyen de vraiment parvenir à voir un relief sur un cliché.

1. www.aaronwatson.co.uk/archaeooptics-overview
2. www.aaronwatson.co.uk/archaeooptics-overview
3. Ou encore le verre correctif d'un presbyte.
4. En réalité, la convergence se fait légèrement à côté du plan focal.
5. Parmi les artistes ayant probablement utilisé la chambre noire, Vermeer est sans doute le plus célèbre.
6. *Grosso modo*, on peut retenir qu'avec un appareil dont la focale est à peu près la taille du capteur, ce qui est fréquent, la distance entre le spectateur et l'image doit être égale à la taille de l'image.